



Rapport Financier Annuel

Période de référence du 10/2007 au 09/2008

Exercice 2007/2008



LACROIX

Sommaire

ELEMENTS COMPTABLES & FINANCIERS	3
COMPTES SOCIAUX	
ELEMENTS COMPTABLES & FINANCIERS	17
COMPTES CONSOLIDES	
ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES	
DU 18 MARS 2009	49
RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE	
ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL	69
PAR LE PRESIDENT DU DIRECTOIRE	
RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	71
RAPPORT GENERAL SUR LES COMPTES SOCIAUX ET CONSOLIDES	

ELEMENTS COMPTABLES & FINANCIERS

COMPTES SOCIAUX

1 Bilan

BILAN ACTIF	Note	Exercice 2008			Exercice 2007
		Brut	Amort & Prov	Net	Net
Immobilisations Incorporelles	3.3.1	37	21	16	0
Immobilisations Corporelles	3.3.1	2	2	0	1
Immobilisations Financières (1)	3.3.1	64 173	3 420	60 753	45 483
ACTIF IMMOBILISE		64 212	3 443	60 769	45 484
Creances Clients & Cpts Ratt	3.3.2	383		383	449
Creances Diverses	3.3.2	19 405		19 405	19 977
Valeurs Mobilières de Placement (2)	3.3.3	7 219		7 219	15 461
Disponibilités		184		184	2
Charges Constatées d'Avance	3.3.7	15		15	29
ACTIF CIRCULANT		27 206	0	27 206	35 918
TOTAL GENERAL		91 418	3 443	87 975	81 402

BILAN PASSIF	Note	Exercice 2008	Exercice 2007
Capital	3.3.4	12 500	12 500
Primes d'Emission, Fusion et apport	3.3.4	15 955	15 955
Réserve Légale	3.3.4	1 250	1 250
Autres Réserves	3.3.4	14 500	14 000
Report a Nouveau	3.3.4	647	702
Provisions réglementées	3.3.4	1	
Résultat	3.3.4	5 216	3 242
CAPITAUX PROPRES		50 069	47 649
Provisions pour Risques et Charges	3.3.5	348	342
PROVISIONS		348	342
Emprts & Det.c/o Ets Crdt...(2)	3.3.2	15 480	8 208
Emprunts & Dettes Fin.Divers.	3.3.2	21 262	398
Dettes Fournisrs & Cpts Ratt	3.3.2	124	203
Dettes Fiscales et Sociales.	3.3.2	279	2 366
Dettes sur immobilisations	3.3.2		
Autres	3.3.2	413	22 236
TOTAL DETTES (1)		37 558	33 411
TOTAL GENERAL		87 975	81 402

(1) Dettes et produits constatés d'avance à - d'un an

26 721

28 474

(2) Dont concours bancaires courants, soldes créditeurs de banques

400

495

2 Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	Note	Exercice 2008	Exercice 2007
Chiffre d'Affaires Net		1 212	1 218
Reprises s/ Provisions & Transfert de charges		16	16
Autres Produits			
PRODUITS D'EXPLOITATION		1 228	1 234
Autres Achats externes...(*)		511	507
Impots, Taxes & Assimilés		36	29
Charges de Personnel	3.5.1	570	566
Dotations aux Amortis. & Provisions		13	1
Autres Charges		20	
CHARGES D'EXPLOITATION		1 150	1 103
RESULTAT EXPLOITATION (I)		78	131
Produits de Participation...(3)		5 190	3 481
Autres Inter. & Prod. Assimil.(3)		961	856
Reprises s/ Provisions & Transfert de charges		7	61
Produits / cessions de valeurs mob. placement		480	314
PRODUITS FINANCIERS		6 638	4 712
Dotations aux Amortis. & Provisions			78
Interets & Charges Assimil.(4)		1 433	1 357
Charges / cessions de val mob placement			
CHARGES FINANCIERES		1 433	1 435
RESULTAT FINANCIER (II)		5 205	3 277
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I +II)		5 283	3 408
Sur Operations en Capital...		180	34
Reprises sur provisions			
TOTAL PRODUITS EXEPTIONNELS		180	34
Sur Operations de Gestion...			
Sur Operations en Capital...		21	61
Dotations amortiss et provisions		116	
TOTAL CHARGES EXEPTIONNELLES		137	61
= RESULTAT EXCEPT.	3.4.1	43	-27
Particip. des Salaries...(IX)		10	5
Impots sur les Benefices...(X)	3.4.2	100	134
Total des produits		8 046	5 980
Total des charges		2 830	2 738
BENEFICE OU PERTE		5 216	3 242

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

(3) Dont produits concernant les entreprises liées

(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

6 096 4 291

1 009 982

3 Annexe

3.1 Faits majeurs de l'exercice

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2008, la société a souscrit à l'augmentation de capital de Lacroix Electronique pour 15 M€. Cette opération a été partiellement financée par emprunt bancaire à hauteur de 10 M€.

La valeur nominale des titres a été divisée par 3.

3.2 Principes et méthodes comptables

Les règles et méthodes comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre en dehors du point développé sis dessous (A).
- Indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

A : Comparabilité des Comptes :

Au cours de l'exercice clos au 30 septembre 2008, il a été procédé aux changements d'affectation suivants :

Les comptes courants relatifs au Groupe et associés ont été positionnés en "Emprunts et dettes financières divers", conformément aux dispositions du Plan Comptable Général, alors que précédemment ils étaient positionnés en "Autres dettes".

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

3.2.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont amorties suivant le mode linéaire :

- Concessions, brevets, licences, logiciels 1 à 10 ans linéaire

3.2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisation ne sont pas inclus dans le coût des productions de ces immobilisations.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Matériel de transport 4 à 10 ans linéaire
- Matériel de bureau informatique 4 à 10 ans linéaire
- Mobilier 15 ans linéaire.

3.2.3 Immobilisations financières

La valeur brute des titres de participation et autres titres immobilisés correspond au coût d'achat hors frais accessoires. Les créances rattachées à des participations sont évaluées à leur coût historique.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'usage est inférieure à la valeur brute. Cette valeur d'usage est appréciée au cas par cas en tenant compte notamment de la situation générale, des perspectives d'activités et de résultats de chacune des sociétés concernées.

3.2.4 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3.2.5 Valeurs mobilières de placement

Leur valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire correspondant au cours de clôture est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constatée à la clôture.

Les stocks options sont comptabilisées dans les VMP.

3.2.6 Opérations en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur dans la monnaie de référence à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en « écarts de conversion ». Les pertes latentes de changes non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

3.2.7 Provision pour risques et charges

Conformément au règlement 2000-06 du C.R.C., les provisions pour risques et charges sont constituées de manière à prendre en compte les obligations de la société à l'égard de tiers, dont il est probable ou certain qu'elles provoqueront une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente, et dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise. Elles sont évaluées en tenant compte des informations disponibles et le cas échéant après consultations des experts et conseils de l'entreprise.

- Le montant comptabilisé au titre de la provision pour retraite a été évalué suivant la méthode actuarielle dite au prorata "des droits au terme" autrement dénommée "méthode rétrospective des unités de crédit projetées". Aucun impôt différé actif n'a été comptabilisé à ce titre."

3.2.8 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel comprend les éléments de résultat qui ne se rattachent pas aux activités ordinaires de l'entreprise.

Il comprend également les éléments qui, bien que se rattachant aux activités ordinaires, présentent un caractère exceptionnel dans leurs montants et leur survenance.

3.2.9 Impôt sur les bénéfices

La société LACROIX SA (société tête de Groupe) et ses filiales intégrées (toutes détenues à plus de 95%) ont décidé d'opter pour le régime d'intégration fiscale des groupes prévu par les articles 223 et suivants du CGI, en date du 27

septembre 1996, pour 5 ans à compter du 1er octobre 1996. L'option pour l'intégration fiscale a fait l'objet d'un renouvellement par tacite reconduction à compter du 1er octobre 2001.

L'impôt pris en charge par les filiales est celui qu'elles auraient supporté en l'absence d'intégration fiscale, la mère comptabilisant en résultat les différentiels d'impôts provisoires ou définitifs provenant de l'application du régime.

Au 30/09/2008, le périmètre fiscal intègre les entités suivantes :

Liste des filiales

Kangourou ATS
Kangourou OUEST
Kangourou PACA
Kangourou IDF
Kangourou SUD OUEST
Kangourou Normandie
Kangourou Nord Pas de Calais
Kangourou Rhones Alpes
Kangourou III
Lacroix Electronique
Lacroix Océan Indien
Lacroix Signalisation
Lacroix Sofrel
Lacroix Trafic
SAAM

3.3 Notes sur le Bilan

3.3.1 Variation de l'actif immobilisé, amortissements et provisions

VALEURS BRUTES	Ouverture	Augmentation	Diminution	Cloture
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	24	16	3	37
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Matériel de bureau, informatique	13		11	2
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations	48 660	15 000	8	63 652
Prêts et autre immobilisations financières	128	708	315	521
TOTAL	48 825	15 724	337	64 212

AMORTIS. & PROVISIONS	Ouverture	Augmentation	Diminution	Cloture
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	24		3	21
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Matériel de bureau, informatique	12	1	11	2
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres de participations	3 305			3 305
Prêts et autre immobilisations financières		115		115
TOTAL	3 341	116	14	3 443

Les mouvements des prêts et autres immobilisations financières concernent des actions propres non affectées aux différents plans et les actions propres détenues dans le contrat de liquidité.

Litige concernant les titres de participation Lacroix Signalisation

Au cours de l'exercice 2005/2006, une enquête a été diligentée par la DGCCRF concernant d'éventuelles pratiques anticoncurrentielles des principaux acteurs français du marché de la signalisation.

Lors des précédents arrêtés des comptes, notre connaissance de la procédure ne nous permettait pas d'évaluer avec une fiabilité suffisante le risque lié à cette enquête.

Le 21 novembre 2008, le rapporteur auprès du Conseil de la concurrence, a adressé à la société Lacroix Signalisation ainsi qu'à d'autres sociétés de la profession une notification de griefs relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur de la signalisation routière verticale.

Cette notification constitue un événement nouveau dans la procédure en cours. Toutefois, il ne permet toujours pas au Groupe de fonder une approche conduisant à estimer de manière fiable le niveau du risque de sanction encouru par Lacroix Signalisation. En conséquence, conformément aux dispositions du règlement 2000-06 du CRC, aucune provision n'a été constituée à ce titre dans les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2008.

3.3.2 Etat des Créances et des dettes

ETAT DES CREANCES & DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Etat des créances					
Créances rattachées à des participations					
Prêts					
Autres immobilisations financières		521	521		
Clients douteux ou litigieux					
Autres créances clients		383	383		
Créances représentatives de titres prêtés					
Personnel et comptes rattachés					
Sécurité sociale et autres organismes sociaux					
Etat et autres collectivités publiques		1 660	1 660		
Impôts sur les bénéfices					0
Taxe sur le valeur ajoutée		14	14		
Autres impôts, taxes et assimilés					
Divers					
Groupe et associés		17 722	17 722		
Debiteurs divers		9	9		
Charges constatées d'avance		15	15		
TOTAUX		20 324	20 324	0	0
Etat des dettes					
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires convertibles					
Emprunts et dettes auprès des		543	543		
à 1 an maximum à l'origine					
à plus d'un an à l'origine		14 936	4 100	9 253	1 583
Emprunts et dettes financières divers					
Fournisseurs et comptes rattachés		124	124		
Personnel et comptes rattachés					
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		81	81		
Etat et autres collectivités publiques		56	56		
Impôts sur les bénéfices					0
Taxe sur le valeur ajoutée					
Obligations cautionnées					0
Autres impôts, taxes et assimilés		20	20		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés		21 261	21 261		
Autres dettes		414	414		
Dettes représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTAUX		37 557	26 721	9 253	1 583
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice		10 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		2 741			

3.3.3 Valeurs mobilières de placement

	Exercice 2008	Exercice 2007
Actions propres (1)	2 420	2 420
Contrat de liquidité (2)	54	87
Placement (3)	4 745	12 954
TOTAL	7 219	15 461
PROVISIONS	0	0
VALEURS NETTES	7 219	15 461

Exercice clos le 30 Septembre 2008

(1) A la clôture de l'exercice, la société détient 37 147 titres pour un montant de 2 420 K€. Les actions propres détenues couvrent la totalité des engagements liés aux stocks options.

(2) Le montant en contrat de liquidité correspond à des SICAV.

(3) Les autres placements constitués de SICAV, de certificats de dépôt et d'autres produits de placement s'élèvent à 4 745 K€ au 30/09/08.

3.3.4 Capital

Le capital social est constitué de 3 766 560 actions pour un montant de 12 500 000 Euros, un droit de vote double est attribué à toutes les actions nominatives détenues depuis plus de trois ans par le même actionnaire.

3.3.4.1 Variation des capitaux propres

	Exercice 2008
Capitaux Propres à l'ouverture	47 649
Distributions de dividendes	-2 796
Résultat de l'exercice	5 216
TOTAL	50 069

3.3.4.2 Variation des actions propres

Le nombre d'actions propres en circulation a évolué de la manière suivante :

	Exercice 2008
Ouverture	116 127
Acquisitions	32 216
Cessions	(14 336)
Clôture (1)	134 007

(1) Au 30 septembre 2008, le montant inscrit dans les comptes sociaux de Lacroix SA est de K€ 2.938

La valorisation boursière ressort à K€ 2.392

3.3.5 Etat des Provisions

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Cloture
Provisions risques & charges				
- Risques levée stock options	304		6	298
- Indemnités départ retraite	38	12		50
	342	12	6	348

La société provisionne les indemnités de départ à la retraite, sur la base des dispositions conventionnelles.

Il s'agit d'un régime à prestations définies. L'évaluation de la provision est réalisée par un actuaire indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées, sur la base d'un taux d'actualisation de 4,95 %.

Exercice clos le 30 Septembre 2008

3.3.6 Stocks options

Des options d'achat d'actions ont été attribuées aux dirigeants et à certains salariés. Le prix d'exercice des options octroyées est égal à la moyenne des 20 derniers cours de bourse précédents la date d'octroi. Les options sont subordonnées à l'accomplissement de 4 années de services.

Les éléments ci-dessous ont été retraités afin de tenir compte de l'impact de la décision, prise au cours de l'AGE du 26 mars 2008, de diviser le nominal de l'action LACROIX SA par 3.

Le nombre d'options en circulation et leur prix d'exercice moyen pondéré sont détaillés ci-dessous :

	Exercice 2008		Exercice 2007	
	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options
Ouverture	20.92	87 078	15.33	97 014
Octroyés	22.73	12 000	20.70	39 750
Levées			7.83	(42 186)
Non activable (suite départ)	20.70	(9 750)	21.09	(7 500)
Clôture	21.19	89 328	20.92	87 078

Les attributions de l'année concernent des salariés.

Les dates d'expiration et les prix d'exercice des options sur actions en circulation à la clôture de l'exercice sont détaillés ci-après :

Date des plans		Conditions	
Attribution	Début option	Prix d'exercice	Nombre d'actions
nov.-2005	nov.-2009	21.12	18 078
sept.-2006	sept.-2010	21.09	29 250
déc.-2006	déc.-2010	20.70	30 000
févr.-2008	févr.-2012	22.73	12 000
			89 328

3.3.7 Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Exercice 2008
Charges exploitation	15
Charges financières	
Total	15

Charges à payer

	Exercice 2008
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	143
Dettes fiscales et sociales	195
Autres dettes	123
Total	461

Produits à recevoir

	Exercice 2008
Clients, factures à établir	10
Intérêts courus	
Total	10

3.3.8 Postes du bilan concernant les entreprises liées

	Exercice 2008
Immobilisations financières (valeur brute)	63 652
Créances	18 105
Dettes	21 420

3.4 Notes sur le Résultat

3.4.1 Détail de charges et produits exceptionnels

	Exercice 2008
Pénalités	
Cessions immobilisations financières	8
Mali sur rachat d'action	12
Dotations amortissements dérogatoires	1
Provision valeur mobilières placements	115
Total Charges	137
Cessions immobilisations financières	121
Boni sur rachat d'action	58
Reprise amortissements dérogatoires	
Total Produits	179
RESULTAT EXCEPTIONNEL	43

3.4.2 Ventilation de l'impôt

	Résultat avant impôt	Impôt	Après Impôt
RESULTAT COURANT	5 283		5 283
RESULTAT EXCEPTIONNEL	43		43
PARTICIPATION	-10		-10
INTEGRATION FISCALE : charge d'impôt		-100	-100
RESULTAT NET	5 316	-100	5 216

3.4.3 Sociétés intégrées fiscalement

La société est tête de groupe d'un périmètre fiscal. La liste des entités membres de ce périmètre est présentée en note 3.2.9

La différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt théorique, en l'absence d'intégration fiscale, est de 7K€.

3.4.4 Charges et produits concernant les entreprises liées

	Exercice 2008
Charges d'exploitation	88
Charges financières	1 009
Produits d'exploitation	1 212
Produits financiers	6 096
Charges exceptionnelles	0
Produits exceptionnels	0

3.4.5 Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

	Ouverture		Variations		Cloture	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
NATURE						
I. Décalages certains ou éventuels						
<i>Charges non Déductibles temporairement</i>						
Provision pour impôts						
Indemnités départ retraite	12		4		16	
Autres						
II. Impact des éléments à imputer (antérieur à l'intégration fiscale)						
Amortissements réputés différés						
Déficits reportables						
Moins value à Long Terme						
III. Régime de l'intégration fiscale						
Amortissements réputés différés						
Déficits reportables						
Moins values nettes à Long Terme						
IV. Eléments de Taxation Eventuelle						
Plus value en sursis d'imposition (titres)		893		-893		0
Montant de la Réserve Spéciale des Plus- Values à Long Terme (base d'impôt)		0				

L'impact des plus values à long terme à la clôture est évalué au taux de 0 % ,

Exercice clos le 30 Septembre 2008

3.5 Renseignements divers

3.5.1 Effectifs

L'effectif moyen hors mandataire pour l'exercice s'est élevé à 2 personnes (cadres).

3.5.2 DIF

Les droits acquis au titre du plan individuel à la formation sont :

	Exercice 2008
Droits acquis à l'ouverture	70
Droits acquis sur la période	40
Droits consommés	0
Droits acquis à la clôture	110

3.5.3 Identification de la société consolidante

VINILA Investissements
SA au capital de 50 000 Euros
n°SIRET : 354 034 993 00023

3.5.4 Engagements financiers

	Exercice 2008
Avals et cautions donnés aux filiales	1 818
Dettes garanties par des suretés réelles	623
Effets escomptés non échus	0

3.5.5 Rémunération des Dirigeants

Les rémunérations versées, au titre de l'exercice, aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance, à raison de leurs fonctions dans la société s'élèvent à K€ 357.

3.5.6 Filiales et participations

	Autres capitaux propres	Quote-part du capital détenue	Résultat du dernier exercice
1. Filiales détenues à plus de 50%			
LACROIX SIGNALISATION	43 250	99.85%	4 221
LACROIX SOFREL	11 121	97.16%	2 963
LACROIX ELECTRONIQUE	33 402	99.99%	409
2. Participations détenues entre 10 et 50 %			
3. Participation inférieure à 10 %			

3.5.7 Évènements postérieurs à la clôture

Un événement est intervenu postérieurement à la clôture des comptes. Celui-ci est décrit :

- Note 3.3.1 au titre des litiges en cours

ELEMENTS COMPTABLES & FINANCIERS

COMPTES CONSOLIDES

1 Bilan consolidé

Actif	Note n°	Exercice 2008 12 mois	Exercice 2007 12 mois
Actifs non courants			
Goodwill	7.1	13 083	4 526
Immobilisations Incorporelles	7.2	3 571	3 006
Immobilisations Corporelles	7.3	49 995	40 004
Actifs financiers non courants	7.4	544	376
Titres mis en équivalence	7.5	702	700
Actifs d'Impôt différé	7.22	2 182	1 612
Total des actifs non courants		70 078	50 223
Actifs courants			
Stocks et en-cours	7.7	50 058	37 955
Créances clients	7.8	75 943	75 023
Autres créances	7.9	5 937	5 756
Trésorerie et équivalents	7.10	10 847	14 894
Total des actifs courants		142 786	133 628
Actifs des activités destinées à être cédées	7.16	3 117	
TOTAL DE L'ACTIF		215 980	183 851

Passif	Note n°	Exercice 2008 12 mois	Exercice 2007 12 mois
Capitaux propres			
Capital	7.11	12 500	12 500
Primes	7.11	15 955	15 955
Réserves consolidées	7.11	49 184	37 734
Résultat consolidé	7.11	11 704	12 907
Capitaux propres (part du groupe) :		89 344	79 096
Intérêts minoritaires :	7.11	3 542	382
Total des Capitaux propres		92 886	79 478
Passifs non courants			
Autres fonds propres		310	282
Provisions non courantes	7.12	6 783	3 650
Dettes financières à long terme	7.14	25 697	19 184
Passifs d'Impôt différé	7.22	2 875	2 465
Total des Passifs non courants		35 664	25 581
Passifs courants			
Dettes financières à court terme	7.14	25 714	17 874
Dettes fournisseurs	7.15	36 089	34 486
Autres dettes	7.15	24 502	26 431
Total des Passifs courants		86 305	78 791
Passifs des activités destinées à être cédées	7.16	1 125	
TOTAL DU PASSIF		215 980	183 851

2 Compte de résultat consolidé

P&L	Note n°	Exercice 2008 12 mois	Exercice 2007 12 mois
Chiffre d'affaires	7.17	247 050	228 512
Autres produits de l'activité		375	131
Achats consommés		(112 848)	(102 796)
Charges de personnel	7.18	(68 400)	(61 350)
Charges externes		(40 293)	(34 531)
Impôts et taxes		(4 319)	(4 395)
Dotations aux amortissements et provisions	7.19	(6 533)	(5 237)
Variations de stocks et de produits en cours		3 258	(70)
Autres produits et charges courants		4	97
Résultat opérationnel courant		18 293	20 360
Autres produits et charges opérationnels	7.20	1 124	912
Résultat opérationnel		19 417	21 272
Charges et produits financiers	7.21	(1 290)	(1 726)
Charges d'impôts	7.22	(5 928)	(6 523)
Mise en équivalence		52	85
Résultat net		12 251	13 108
Résultat net - Part des minoritaires	7.6	546	201
Résultat net - Part du groupe		11 704	12 907
Résultat par action (en €) (1)		3.22	3.54
Résultat dilué par action (en €) (1)		3.14	3.45

(1) Présentation de l'information comparative retraitée, suite à la décision lors de l'AGE du 26 mars 2008 de diviser le nominal de l'action LACROIX SA par 3.

Les charges d'intérim sont intégrées dans les charges de personnel (auparavant en charges externes) : L'impact en terme de présentation, sur N et N-1, est chiffré dans la note 7.18.1

3 Tableau des flux de trésorerie

	Note n°	Exercice 2008 12 mois	Exercice 2007 12 mois
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE			
Résultat net		12 251	13 108
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
- Amortissements et provisions		5 157	4 323
- Variation des impôts différés		367	(227)
- Plus-values de cession, nettes d'impôt		(641)	(243)
- Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		(52)	(85)
- Autres		190	178
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		17 270	17 055
Ecart de conversion sur la Marge brute d'autofinancement			
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		50	396
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		(5 388)	(11 111)
Flux net de trésorerie généré par l'activité		11 932	6 339
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations		(9 220)	(8 969)
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt		1 007	2 331
Subventions d'investissement			
Incidence des variations de périmètre		(11 433)	73
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(19 646)	(6 566)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Dividendes versés aux actionnaires		(2 894)	(2 100)
Augmentations de capital en numéraire			
Variation des autres fonds propres		498	25
Emissions d'emprunts		12 942	2 543
Remboursements d'emprunts		(9 066)	(8 704)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		1 481	(8 237)
Variation de trésorerie		(6 234)	(8 463)
Trésorerie d'ouverture		5 529	14 207
Trésorerie de clôture	7.10	(1 260)	5 529
Incidence des variations de cours des devises		555	221

La composition de la trésorerie de fin de période est communiquée en note 7.10 Il existe un écart qui correspond à l'application de la norme IFRS5 (Note 6.3 et 7.16)

4 Liste des sociétés consolidées

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont présentées ci-dessous :

Société et forme juridique	N° Siren	Siège social	Périmètre Fiscal	Exercice 2008		
				Méthode consolidation	% contrôle	% intérêt
SOCIETE CONSOLIDANTE						
LACROIX S.A.	855 802 815	St Herblain	1	MERE	100.00%	100
SOCIETES INTEGREES						
BRANCHE SIGNALISATION						
LACROIX SIGNALISATION	409 065 984	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU ATS	344 679 022	Strasbourg	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU IDF	340 835 479	Herblay	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU NORMANDIE	492 337 555	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU OUEST	478 588 700	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU PACA	439 903 576	Marseille	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU RHONE ALPES	492 139 472	Vault en Velin	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU SUD OUEST	478 583 875	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
LACROIX OCEAN INDIEN	343 852 836	Le Port	1	IG	100.00%	99.67%
LACROIX MAYOTTE	497 884 031	Mamoudzou		IG	100.00%	99.67%
KANGOUROU NORD PAS DE CALAIS	492 337 571	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU 3	498 992 163	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
EMALLERIE DES ALPES	479 066 524	Bevenais		IG	100.00%	99.85%
LACROIX TRAFIC	443 342 746	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
SECTRA	394 227 805	Saint Jean d'Ilac	2	IG	49.78%	49.39%
SOCIETE DES SIGNALISATION	301 331 435	Artigues	2	IG	49.97%	49.89%
SAAM	861 200 574	Saint Eloy mines	1	IG	100.00%	97.97%
LEONE	322 008 442	Vertou		ME	50.00%	49.93%
NORTE INDUSTRIAL	A48 042 303	ESPAGNE		IG	100.00%	99.85%
LACROIX SENALIZACION	A12 329 827	ESPAGNE		IG	100.00%	99.85%
ATLAS	695 821 322	Cannes		ME	23.33%	23.30%
LTI SUD EST	383 076 684	Carros		IG	100.00%	4.02%
COTEAU	392 915 138	Sautron		IG	100.00%	4.04%
BRANCHE TELEGESTION						
LACROIX SOFREL	409 065 810	Vern sur Seiche	1	IG	100.00%	99.95%
SOFTTEC	405 249	ITALIE		IG	100.00%	99.95%
SOFREL ESPANA	ESA81573113	ESPAGNE		IG	100.00%	99.95%
BRANCHE ELECTRONIQUE						
LACROIX ELECTRONIQUE	409 064 151	Vern sur Seiche	1	IG	100.00%	99.99%
LACROIX ELECTRONICS	RHB11614	POLOGNE		IG	100.00%	99.99%
LACROIX ELECTRONIQUE TUNISIE		TUNISIE		IG	100.00%	99.99%
LACROIX ELECTRONIQ. SERVICE TUNISIE		TUNISIE		IG	100.00%	99.99%
PREHTRONICS		ALLEMAGNE		IG	100.00%	99.99%
THARSYS	378 445 647	Toulouse		IG	100.00%	99.99%

Méthodes de Consolidation

IG : Intégration globale - IP : Intégration Proportionnelle - ME : Mise en Equivalence

- (1) Sociétés clôturant au 31 décembre
- (2) Société SNU, en Pologne, non consolidée mais dont le crédit bail, représentant sa seule activité, est retraité dans la société Lacroix Electronics depuis 7 ans.
- (3) Sociétés créées sur l'exercice
- (4) Acquisitions de l'exercice
- (5) Entités Ad' hoc
- (6) Changement de méthode de consolidation, précédemment en IP (confère Note 6.2.4)

5 Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation

5.1 Informations générales sur l'entreprise

Côtée sur l'Eurolist, Compartiment C, Lacroix SA est une société anonyme de droit français.

Les activités et l'organisation du groupe sont présentés dans le rapport de gestion.

5.2 Référentiel comptable

5.2.1 Principes généraux

Les comptes annuels sont présentés pour la période close au 30 septembre 2008 en appliquant la totalité des normes publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union Européenne à l'exception des éléments listés ci-dessous :

- De nouvelles normes, amendements de normes et interprétations ne sont pas encore en vigueur pour l'exercice clos au 30 septembre 2008 et n'ont pas été appliquées pour la préparation des états financiers consolidés : IFRS 8 « Secteurs opérationnels », IAS 23 révisée « Coûts d'emprunts », IFRIC 13 « Programmes de fidélisation des clients », IAS 1 révisée « Présentation des états financiers », IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises », IAS 27 révisée « Etats financiers consolidés ».

En application de la norme IAS1, nous rappelons les options de première application prises par le Groupe lors de la transition aux IFRS :

- Regroupements d'entreprises. Les opérations de regroupement d'entreprises antérieures au 1er octobre 2004 ne sont pas retraitées.
- Réévaluation en juste valeur à la date de transition. La possibilité d'utiliser la juste valeur comme coût historique à la date de transition n'a pas été retenue par le groupe.
- Paiements en actions : La possibilité de ne pas retraiter les plans de stock options émis avant le 7 novembre 2002 n'a pas été retenue.
- Ecart actuariels : Conformément à l'exception prévue par l'IFRS 1, les écarts actuariels cumulés à la date de

transition ont été comptabilisés en capitaux propres d'ouverture.

- Instruments financiers : Les normes IAS 32 et 39 ont été appliqués à compter du 1er octobre 2004.

5.2.2 Présentation des états financiers

Sont considérés comme « actifs courants », les actifs destinés à être cédés ou consommés dans le cadre du cycle normal d'exploitation, ou dans les douze mois suivant la clôture, ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Les « dettes courantes » sont constituées des dettes échues au cours du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Les autres actifs ou dettes sont considérés comme « non courants ».

5.3 Utilisation des estimations

La préparation des états financiers consolidés nécessite de la part de la direction du groupe, l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Ces estimations et hypothèses sous-jacentes sont établies et revues de manière constante à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnable au vu des circonstances. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de manière continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période de changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par ce changement.

5.4 Modalités de consolidation

5.4.1 Méthodes de consolidation

Filiales du groupe :

- Une filiale est une entité contrôlée par le groupe. Le contrôle existe lorsque le groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Entreprises associées :

- Les entreprises associées sont les entités pour lesquelles la société a une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle. Les entreprises associées et les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du groupe dans le montant total des profits et pertes comptabilisés par les entreprises mis en équivalence.

Méthodes appliquées au groupe :

- Au 30 septembre 2008, les sociétés du groupe sont contrôlées de façon exclusive par Lacroix SA, à l'exception des entités ATLAS et LEONE consolidées selon la méthode de mise en équivalence.
- Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle effectif est transféré au Groupe. Elles ne sont plus consolidées à compter de leur date de cession.

Le périmètre de consolidation et la liste des filiales sont présentés en note 4.

5.4.2 Méthodes de conversion des comptes des sociétés étrangères

Les états financiers des filiales étrangères sont convertis :

- Pour le bilan au cours de la devise étrangère à la clôture
- Pour le compte de résultat au cours moyen de clôture.
- Les différences de conversion sont portées directement dans les capitaux propres sous la rubrique « Ecart de conversion »

Les opérations en monnaie étrangère sont comptabilisées au taux de change de la date d'opération. Les gains ou les pertes résultant du règlement de ces transactions et de la conversion des créances et dettes en monnaie étrangère, sont enregistrés au compte de résultat.

5.4.3 Élimination des opérations intragroupe

Conformément à la réglementation, les soldes bilantiels, les produits et les charges latents résultant des transactions intragroupes sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés. Les gains et les pertes latentes découlant des transactions avec les entreprises associées sont éliminés par la contrepartie des titres mis en équivalence.

5.4.4 Regroupements d'entreprises

Les écarts d'acquisition ne sont plus amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation, qu'il convient d'effectuer au moins une fois par an et plus souvent lorsque des événements ou des circonstances font apparaître des indices de perte de valeur.

Des tests de dépréciation sont réalisés au niveau des Unités Génératrices de Trésorerie (U.G.T). Ils consistent à comparer la valeur comptable de l'U.G.T. à sa valeur recouvrable.

- La valeur recouvrable est définie comme la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité.

Le Groupe a mis en place une méthodologie de test fondée sur la méthode DCF (Discounted Cash Flows) à partir de Business Plans établis pour chaque branche d'activité.

5.5 Méthodes et règles d'évaluation

Les principes et méthodes appliqués par le groupe sont les suivants :

5.5.1 Immobilisations incorporelles

Les actifs incorporels sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué de cumul des amortissements, et des éventuelles pertes de valeur.

5.5.1.1 Frais de recherche et développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges.

Concernant les frais de développement, le Groupe a élaboré une procédure de suivi des frais permettant de recenser toutes les informations utiles pour l'identification, la valorisation et le suivi des dépenses.

Lorsque les dépenses qualifiées de développement satisfont aux critères d'activation, elles sont activées. Dans le cas contraire, elles sont comptabilisées en charges.

5.5.1.2 Amortissement et dépréciation

Les actifs incorporels immobilisés ont une durée de vie déterminée. L'amortissement est comptabilisé comme une charge, de manière linéaire, en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel.

	Durée
Concessions, brevets, licences	3 à 10 ans
Logiciels	3 à 10 ans

Ils font l'objet de test de perte de valeur lorsqu'il existe un indice de perte de valeur.

- Les actifs incorporels à durée de vie indéfinie font l'objet de tests de dépréciation annuels. Les tests de dépréciation sont faits sur la base des cash-flows futurs actualisés.

5.5.2 Immobilisations corporelles

5.5.2.1 Actifs corporels non courants

Les immobilisations corporelles sont valorisées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs éventuelles ou à leur coût de production pour la partie produite par le groupe.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composants significatifs ayant des durées d'utilité différentes, ces composants sont comptabilisés séparément.

5.5.2.2 Amortissement et dépréciation

L'amortissement est comptabilisé comme charge de manière linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif corporel.

Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

	Durée
Aménagements sur terrains	5 ans
Constructions d'exploitation	20 à 40 ans
Installations et agencements des constructions	10 à 12 ans
Matériel et outillage	8 à 15 ans
Installations et agencements du matériel	8 à 15 ans
Matériel de transport	3 à 8 ans
Matériel et mobilier de bureau	3 à 15 ans

Les valeurs comptables des actifs corporels font l'objet d'un test de « perte de valeur » lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Ainsi, lorsque la valeur comptable d'une immobilisation est supérieure à son montant recouvrable estimé, une dépréciation de l'actif est comptabilisée.

5.5.3 Contrats de location financement

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages économiques inhérents à la propriété des actifs loués.

Ils sont comptabilisés, dès l'origine, au bilan à la juste valeur du bien loué, ou si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les actifs faisant l'objet d'une location financement sont amortis sur la durée d'utilité, correspondant le plus souvent à la durée du contrat.

Les autres contrats sont des locations simples. Les loyers sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

5.5.4 Actifs financiers

Le Groupe classe ses actifs financiers selon les catégories suivantes : les actifs de transaction, les prêts et créances, les actifs disponibles à la vente ;

- Les investissements financiers non consolidés sont analysés comme des titres disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur. Les variations de valeur, positives ou négatives, sont enregistrées en capitaux propres en « réserve de réévaluation ». En cas de perte de valeur jugée définitive, une provision pour dépréciation de ce montant est enregistrée en résultat financier.
- Les placements financiers (valeurs mobilières) sont comptabilisés à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat financier.
- Les prêts et créances sont considérés comme des actifs émis par l'entreprise et sont comptabilisés au coût. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La perte de valeur correspondant à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat.

5.5.5 Gestion des risques financiers

Couverture de change et de taux :

- Les opérations de couverture font l'objet d'une analyse par un expert indépendant de manière à assurer un traitement conforme aux normes IAS 32/39 dès lors qu'elles présentent un caractère significatif.

5.5.6 Stocks et travaux en-cours

Les stocks et encours de production sont évalués au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Le coût de revient est déterminé selon la méthode "premier entré, premier sorti". Ce coût inclut notamment les coûts de matière et de la main d'œuvre directe ainsi que les charges indirectes strictement imputables à la production.

Les marges internes incluses dans les stocks sont éliminés dans le résultat consolidé.

Les provisions pour dépréciation sont calculées par différence entre la valeur brute déterminée selon les principes ci-dessus et la valeur nette probable de réalisation.

5.5.7 Créances clients

Les clients et comptes rattachés sont évalués à leur juste valeur. Les créances étant d'une maturité inférieure à un an, elles ne sont pas actualisées. Elles font l'objet, le cas échéant, d'une provision pour dépréciation en fonction de leur probabilité de recouvrement à la clôture.

5.5.8 Disponibilité et Trésorerie

Le poste « Disponibilités » comprend les disponibilités bancaires et les placements immédiatement disponibles.

Les découverts bancaires sont inclus dans les emprunts parmi les dettes à court terme au passif du bilan.

5.5.9 Capital et réserves

Lorsque le Groupe rachète ou vend ses propres actions :

- Le prix payé incluant les frais afférents à leur acquisition nets de taxes est déduit des capitaux propres dans le poste « actions propres » jusqu'à leur cession.
- Au moment de leur cession, la plus ou moins value réalisée est comptabilisée dans les capitaux propres.

5.5.10 Subventions publiques

Les subventions sont intégrées dans les comptes, lorsqu'il existe une assurance raisonnable que :

- Le groupe se conformera aux conditions attachées aux financements.
- Les subventions seront reçues.
- Pour les subventions publiques liées à des actifs, le Groupe a retenu de présenter le financement en minoration de la valeur de l'actif associé.

5.5.11 Provisions pour risques et charges

Lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un évènement passé et s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et s'il est possible d'estimer de manière fiable le

montant de l'obligation, alors le Groupe comptabilise une provision.

5.5.12 Avantages du personnel

Indemnités de départ à la retraite :

- Le Groupe provisionne les indemnités de départ à la retraite, sur la base des dispositions conventionnelles. Il s'agit d'un régime à prestations définies. L'évaluation de la provision est réalisée par un actuaire indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées, sur la base d'un taux d'actualisation de 4.95%.
- Ces évaluations tiennent compte notamment du niveau de rémunération future, de la durée d'activité probable des salariés, de l'espérance de vie et de la rotation du personnel.
- La valeur actualisée des engagements ainsi évalués est comptabilisée au bilan, déduction faite de la juste valeur des actifs versés par les sociétés du Groupe à des organismes financiers.
- Les gains et pertes actuariels, qui résultent principalement des modifications d'hypothèses actuarielles et de la différence entre les résultats estimés selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs, sont comptabilisés en intégralité en contrepartie des capitaux propres, notamment l'incidence du passage d'un taux d'actualisation de 4.65% à 4.95%
- Le coût financier et le coût des services rendus sont comptabilisés en charge de l'exercice.

Paiements fondés sur des actions :

- Les options de souscription ou d'achat d'actions accordées aux salariés doivent être évaluées à leur juste valeur, laquelle juste valeur doit être constatée dans le compte de résultat en contrepartie des réserves sur la période d'acquisition (4 ans) des droits d'exercice pour les salariés.
- La juste valeur des options a été déterminée en utilisant le modèle de valorisation Black & Scholes. La charge est répartie sur la période d'acquisition en contrepartie d'une augmentation des réserves.

5.5.13 Emprunts

Les emprunts sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, nette des commissions afférentes.

La part à moins d'un an des dettes financières est classée en dettes financières courantes

5.5.14 Impôts courants et différés

Un impôt différé est calculé pour toutes les différences temporaires existantes entre la valeur comptable inscrite au bilan consolidé et la valeur fiscale des actifs et passifs. Le taux d'impôt utilisé est celui que le Groupe s'attend à payer ou à recouvrer auprès des administrations fiscales et qui a été adopté ou quasi adopté à la date d'arrêté des comptes.

Les actifs et passifs d'impôts ne sont pas actualisés et sont classés au bilan en actifs et passifs non courants.

Les impôts différés actifs sont constatés s'il existe une réelle probabilité de récupération de ces impôts sur les exercices futurs.

Les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale. A ce titre, deux périmètres d'intégration fiscale sont en vigueur dans le groupe.

- Groupe LACROIX SA
- Groupe SDS

Les périmètres fiscaux sont détaillés en note 4.

Taux d'impôt par pays :

	Exercice 2008
Allemagne	30.18%
Espagne	28 à 35%
France	33.33%
Italie	33.00%
Pologne	19.00%
Tunisie (1)	

(1) Exonération temporaire jusqu'en 2015

5.5.15 Chiffre d'affaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur, et que leur montant peut être évalué de manière fiable.

5.5.16 Résultats par action

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion des actions achetées par la société et détenues à titre d'autocontrôle.

Le résultat net par action (dilué) est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de

l'exercice ajusté de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires.

- Le groupe dispose d'une catégorie d'instrument dilutif : les stocks options.

5.5.17 Information sectorielle

L'information sectorielle du Groupe est présentée selon deux niveaux (secteur d'activité et secteur géographique). Le choix de ces niveaux et leur décomposition reflètent le mode d'organisation du Groupe et les différences de risques et de rentabilité.

- Le secteur d'activité constitue le premier niveau d'information sectorielle du Groupe. Il a été retenu les 3 principaux secteurs d'activités suivants :
 - Signalisation
 - Télégestion
 - Electronique
- Le secteur géographique constitue le second niveau d'information sectorielle du Groupe. Il a été retenu deux secteurs géographiques :
 - La France
 - L'étranger

6 Comparabilité des comptes

6.1 Changements comptables

Aucun changement de méthode comptable n'est à constater.

6.2 Variations de périmètre

L'exercice 2008 a été caractérisé par les opérations juridiques suivantes :

6.2.1 Entrées de périmètre

Création d'une filiale :

- Lacroix Electronique Service Tunisie (Entité hébergeant les structures managériales du site tunisien)

Les acquisitions suivantes ont été réalisées :

- Emaillerie des Alpes (Offre de produits complémentaires pour les clients de la Signalisation)
- Prethronics : Renforcement des moyens de l'électronique dans son positionnement sur le marché allemand, grâce à une unité de production et des compétences locales. L'impact de l'entrée de périmètre, début juillet 2008, sur les comptes consolidés du groupe se traduit en terme de données sociales sur la période par :
 - CA de K€ 7.030
 - ROC de K€ 437
 - Capitaux de K€ 3.201
 - Total bilan de € 20.920
- Tharsys : Elargissement des compétences du Bureau d'Etudes de la branche électronique. L'impact de l'entrée dans le périmètre, à fin septembre 2008, sur les comptes consolidés du groupe s'analyse en terme de données sociales sur la période par :
 - Capitaux de K€ 340
 - Total bilan de € 1.708

6.2.2 Cession de Titres de participation

Le groupe a cédé la totalité de sa participation dans la SCI Pomo.

- Cette entité était consolidée selon la méthode de mise en équivalence. Compte tenue de sa situation nette retraitée négative, une provision pour risques et charges était constituée à hauteur de K€ 118 (Note 7.12.1)
- Le résultat de cession consolidé est K€ 214 (Note 7.20)

6.2.3 Restructuration interne

Au cours de la période, les opérations de fusion absorption suivantes ont été opérées entre entités juridiques avec un lien de détention de 100%:

- Norte Conservacion par Lacroix Senalizacion (Espagne)

- SCI Vinila par Lacroix Signalisation
- SCI Chalotais par Lacroix Sofrel

Le groupe a aussi procédé à l'opération de rationalisation suivante : Transmission Universelle de Patrimoine suivie d'une liquidation de LTI centre dans Coteau.

6.2.4 Changements de méthodes de consolidation

Début avril 2008, le Groupe a pris le contrôle des organes de direction de sa filiale SDS (Société des Signalisations) qui possède un lien de détention dans Sectra.

- Cette situation impacte directement la méthode d'intégration des deux entités qui précédemment étaient consolidées sous forme d'intégration proportionnelle (confère note 5.4.1 des comptes du Groupe au 09/2007) et qui, à compter du 1er avril 2008, ont été intégrées selon la méthode globale.
- Ce changement de méthode de consolidation a pour conséquence l'apparition des minoritaires, sur la période, sur ces deux entités.
 - L'impact, soit K€ 2.695 au niveau de la part hors groupe, est présenté dans le tableau de variation des capitaux propres (Note 7.11.2)

6.3 Acquisitions ou cessions de participations post-clôture

Entre la date de clôture de l'exercice et la date d'arrêté des comptes, le Groupe est entré en discussion pour l'acquisition de la totalité des titres de SDS et la cession de 100% des titres Sectra détenus par SDS. L'opération a été finalisée et réalisée sur le début décembre 2008.

- A ce titre et en application de la norme IFRS5, les actifs et les passifs de cette société sont regroupés sur une ligne spécifique du bilan. La note 7.16 présente un bilan synthétique du poids des actifs et passifs de l'entité Sectra.

7 Explication des comptes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations

Les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés.

Sauf cas contraire, les montants sont exprimés en K€.

7.1 Goodwill

Entreprises concernées	Valeur brute			Dépréciation			Valeur nette	
	Ouverture	Variation	Clôture	Ouverture	Dotation	Clôture	Ouverture	Clôture
Branche SIGNALISATION (1)	3 039	352	3 391				3 039	3 391
Branche TELEGESTION	1 487		1 487				1 487	1 487
Branche ELECTRONIQUE (2)	1 868	8 205	10 073	1 868		1 868		8 205
Total	6 394	8 557	14 951	1 868		1 868	4 526	13 083

- (1) Les variations proviennent, principalement, de l'acquisition de la société Emaillerie des Alpes pour K€ 104, et du rachat d'un fonds de commerce apporté à Lacroix Signalisation pour K€ 247
- (2) La variation du goodwill s'explique par l'acquisition de la filiale allemande Prehtronics pour K€ 6.973, et par la société Tharsys pour K€ 1.232

7.2 Immobilisations incorporelles

	Ouverture	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	IFRS 5	Ecart de conversion	Autres variations	Clôture
Valeurs brutes								
Frais d'établissement	15		(2)					13
Frais de recherche et développement (1)		159		475				634
Concessions, brevets, licences, logiciels	5 118	331	(30)	458	(13)		31	5 896
Droit au bail	8	1						9
Autres immobilisations incorporelles	939	95	(91)	679		42		1 664
Avances et acomptes versés	64	4						68
Total	6 144	591	(122)	1 612	(13)	42	31	8 284
Amortissements et provisions								
Frais d'établissement	(7)	(2)					2	(8)
Frais de recherche et développement (1)				(89)				(89)
Concessions, brevets, licences, logiciels	(2 624)	(447)	28	(319)	12			(3 351)
Droit au bail								
Autres immobilisations incorporelles	(507)	(88)	62	(703)		(29)		(1 266)
Avances et acomptes versés								
Total	(3 138)	(537)	89	(1 112)	12	(29)	2	(4 713)
Total Immobilisations incorporelles nettes	3 006	53	(33)	500	(1)	13	33	3 571

- (1) Les frais de R&D sont en rapport avec l'activité des entités Prehtronics et Tharsys (acquisitions réalisées sur le deuxième semestre de l'exercice dans la branche électronique)

Les variations de périmètres sont issues de l'entrée dans le périmètre des deux entités citées précédemment.

7.3 Immobilisations corporelles

	Ouverture	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	IFRS 5	Ecarts de conversion	Autres variations	Clôture
Valeurs brutes								
Terrains	1 989	114	(41)	542	(31)	1	22	2 595
Terrains en crédit-bail	622		(39)			13		596
Constructions (1)	16 690	1 913	(673)	6 945		159	372	25 405
Constructions en crédit-bail	10 127		(310)			513		10 330
Installations techniques, mat. & out. (1)	26 026	4 137	(1 102)	5 073	(335)	497	(252)	34 043
Instal, mat. & out. en crédit-bail	7 741			156		180		8 077
Autres immobilisations corporelles	9 498	1 442	(311)	1 515	(197)	65	280	12 292
Autres immo. corp. en crédit-bail								
Immobilisations corporelles en cours (2)	397	925	(26)			2	(364)	934
Avances et acomptes	28							28
Total	73 117	8 531	(2 502)	14 231	(562)	1 429	57	94 300
Amortissements								
Terrains	(83)	(20)		(15)	28			(90)
Terrains en crédit-bail								
Constructions	(5 010)	(799)	472	(2 845)		(10)	56	(8 136)
Constructions en crédit-bail	(3 727)	(403)	224			(152)	(62)	(4 121)
Installations techniques, mat. & out.	(13 810)	(2 273)	979	(3 850)	266	(191)	2	(18 877)
Instal, mat. & out. en crédit-bail	(4 606)	(633)		(130)		(118)		(5 487)
Autres immobilisations corporelles	(5 877)	(820)	302	(1 274)	113	(38)		(7 594)
Autres immo. corp. en crédit-bail								
Immobilisations corporelles en cours								
Avances et acomptes								
Total	(33 113)	(4 949)	1 976	(8 114)	407	(509)	(4)	(44 305)
Total Immobilisations corporelles nettes	40 004	3 582	(526)	6 117	(156)	920	54	49 995

(1) Dont K€ 1.833 d'investissements sur la branche signalisation : K€ 1.153 relatifs à un bâtiment industriel et K€ 680 au titre des matériels et outillages industriels (gamme LX3)

(2) Dont K€ 560 en rapport avec la gamme LX3 (Signalisation)

Les variations de périmètres sont relatives aux entités Prethronics et Tharsys

Les montants de la colonne « autres variations » sont principalement des reclassements de comptes.

7.4 Actifs financiers non courants

	Ouverture	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	IFRS 5	Ecarts de conversion	Autres variations	Clôture
Valeurs brutes								
Titres de participations	50			42				92
Créances rattachées à des participations								
Autres titres immobilisés	2	1						3
Prêts	29	91				2		122
Dépôts et cautionnements	317	75	(37)	66	(26)			395
Total	398	166	(37)	108	(26)	2		611
Provisions pour dépréciation								
Titres de participations				(25)				(25)
Créances rattachées à des participations								
Autres titres immobilisés								
Prêts								
Dépôts et cautionnements	(22)		10	(30)				(42)
Total	(22)		10	(55)				(67)
Total Actifs financiers non courants nets	376	166	(27)	53	(26)	2		544

(1) Détail des titres de participation présenté en Note 7.6.1

7.5 Titres mis en équivalence

Détail des titres :

	% de détention	Exercice 2008
ATLAS	23.0%	238
LEONE	50.0%	464
Total		702

A noter la cession de la participation dans la SCI POMO (Note 6.2.2), société pour laquelle une provision était comptabilisée (Note 7.12.1)

La valeur au bilan et les contributions aux capitaux propres et aux résultats consolidés des principales entreprises contribuant au poste "Titre mis en équivalence" sont les suivantes :

Filiales	Contribution aux capitaux propres consolidé	Contribution au résultat consolidé
ATLAS	218	10
LEONE	193	42
Total	412	52

7.6 Titres de participation non consolidés

7.6.1 Sociétés non consolidées

Le détail de la ligne « Titres de participation » présent dans la note 7.4 est le suivant :

Filiales non consolidées	Exercice 2008
Ouverture	50
Variation	17
Clôture (1)	67

(1) A la fin de l'exercice le solde représente la participation dans les entités Gertrude (branche Signalisation) et SNU (branche Electronique – Note 4)

7.7 Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours se présentent ainsi :

	Exercice 2008	Exercice 2007
Valeurs brutes		
Matières premières	32 733	26 495
En-cours	7 872	5 609
Produits intermédiaires et finis	11 984	8 613
Marchandises	1 747	1 410
Total	54 336	42 126
Provisions pour dépréciation		
Matières premières	(3 130)	(3 308)
En-cours	(101)	(4)
Produits intermédiaires et finis	(708)	(505)
Marchandises	(340)	(355)
Total	(4 278)	(4 172)
Total Stocks et en-cours nets	50 058	37 955

7.8 Créances clients

Les créances clients se décomposent de la manière suivante :

	Exercice 2008	Exercice 2007
Créances clients	78 275	77 099
Dépréciation	(2 332)	(2 077)
Total Créances clients nettes	75 943	75 023

7.9 Autres Créances et actifs courants

	Exercice 2008	Exercice 2007
Valeurs brutes		
Avances et acomptes versés	342	160
Créances sociales	152	138
Créances fiscales	4 244	2 415
Créances diverses	(278)	927
Charges constatées d'avance	1 477	2 115
Total	5 937	5 756
Provisions pour dépréciation		
Dépréciation		
Total Autres créances et actifs courants nets	5 937	5 756

7.10 Trésorerie et équivalents

	Exercice 2008	Exercice 2007
Valeurs mobilières de placement (1)	4 831	13 172
Disponibilités	5 484	1 722
Instruments financiers (2)	746	(27)
Total Trésorerie et Equivalents	11 061	14 867
Concours bancaires courants (Note 7.14)	(12 399)	(9 338)
Total Trésorerie nette	(1 338)	5 529

(1) Contrat de liquidité détenu à 100% par le groupe pour une valeur de K€ 56. Les autres placements constitués de SICAV, de certificats de dépôt et d'autres produits de placement s'élèvent à K€ 4.775.

(2) Impact IAS39 des couvertures de change

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie en banque, la caisse et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

7.11 Capitaux propres

7.11.1 Capital social de l'entité consolidante

Au 30 septembre 2008, le capital social se compose de 3 766 560 actions d'une valeur nominale de 3.32 €uros (Suite décision AGE du 26 mars 2008 : division du nominal par 3)

7.11.2 Variation des Capitaux propres

Situation à la clôture	Capital	Primes	Réserves consolidées (1)	Résultat de l'exercice	Autres		Total Capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	TOTAL capitaux propres
					Ecart de conversion (2)	Titres de l'entreprise consolidante			
Exercice 30/09/2006	12 500	15 955	31 306	9 806	284	(2 435)	67 416	672	68 088
Affectation du résultat 2006			9 806	(9 806)					
Résultat de l'exercice 2007				12 907			12 907	201	13 108
Distributions effectuées par le Groupe			(2 100)				(2 100)		(2 100)
Variation des écarts de conversion					188		188	(3)	185
Variation des actions propres			34			(111)	(77)		(77)
Changements de méthodes de consolidation									
Stocks option			117				117		117
Autres mouvements			645				645	(488)	158
Exercice 30/09/2007	12 500	15 955	39 808	12 907	472	(2 546)	79 096	382	79 478
Affectation du résultat 2007			12 907	(12 907)					
Résultat de l'exercice 2008				11 704			11 704	546	12 250
Distributions effectuées par le Groupe			(2 894)				(2 894)		(2 894)
Variation des écarts de conversion					1 009		1 009		1 009
Variation des actions propres			43			(392)	(348)		(348)
Changements de méthodes de consolidation (5)								2 695	2 695
Stocks option (3)			190				190		190
Autres mouvements (4)			587				587	(81)	506
Exercice 30/09/2008	12 500	15 955	50 641	11 704	1 481	(2 938)	89 344	3 542	92 886

(1) Dont Réserves légales, réglementées, autres réserves et report à nouveau pour K€ 16.401

(2) L'écart de conversion est essentiellement lié à la Pologne.

(3) Correspond à l'étalement de la charge sur plan de SO

(4) Principaux impacts des « autres mouvements »

- IAS39 : instruments financiers pour K€ 470

- IAS19 : Ecart actuariels sur IFC pour K€ 48

(5) Impact du changement de méthode de consolidation des entités SDS et Sectra : Passage d'une consolidation sous forme d'intégration proportionnelle à globale (Note 6.2.4)

7.11.3 Tableau des pertes et profits directement comptabilisés en capitaux propres

	Exercice 2008	Exercice 2007
Variation de juste valeur des Instruments financiers	470	2
Incidence des écarts actuariels	48	(48)
Total	518	(46)

7.11.4 Variation des actions propres

Le nombre d'actions propres en circulation a évolué de la manière suivante :

	Exercice 2008
Ouverture	116 127
Acquisitions	32 216
Cessions	(14 336)
Clôture (1)	134 007

(1) Au 30 septembre 2008, le montant inscrit dans les comptes sociaux de Lacroix SA est de K€ 2.938

La valorisation boursière ressort à K€ 2.392

7.12 Provisions pour risques et charges

7.12.1 Variation des provisions pour risques et charges

Cette variation s'analyse de la manière suivante :

	Ouverture	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Variation périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	Clôture
Prov. pour indemnités fin carrière (1)	2 398	376	(69)		2 472	2		5 178
Prov. pour impôts	46		(46)					0
Prov. pour garantie clients					1 010			1 010
Prov. pour litiges (2)	1 089	297	(560)	(330)	92	6		594
Prov. pour risques sociaux								
Prov. pour titres mis en équival. (3)	117				(117)			0
Total	3 650	673	(675)	(330)	3 457	8		6 783

(1) L'évaluation des indemnités de fin de carrière a été calculée par un actuaire indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées.

Les hypothèses prises en compte pour les calculs sont les suivantes :

- Taux d'actualisation de 4.95%,
- Inflation retenue de 2%,
- L'augmentation des salaires est de 3%, inflation incluse,
- Les tables de mortalité utilisées sont celle de l'INSEE Hommes et Femmes 2002,
- L'âge de la retraite est de 61 ans pour les non cadres et de 63 ans pour les cadres. Au niveau du motif de départ : 100% des départs sont à l'initiative du salarié.
- Une probabilité de turn over selon la table ci-dessous :

	Signalisation	Télégestion	Electronique
Tranches d'âge			
- 25 ans	9.09%	16.67%	9.08%
de 25 à 39 ans	4.46%	12.06%	6.83%
de 40 à 55 ans	2.50%	3.54%	2.38%
+ 55 ans	-	-	-

(2) Dont une reprise de provision sur un litige relatif à un brevet pour K€ 644 (Lacroix Trafic) avec K€ 330 en non utilisés, Sur les K€ 594 de provisions existantes en fin de période : K€ 120 sont en rapport avec des retours garantie sur la branche Télégestion, K€ 210 sont des litiges clients sur le branche Electronique et K€ 70 sur la branche Signalisation.

(3) Relatif à la cession de la participation dans la SCI POMO (Note 6.2.2)

Les provisions incluses dans la colonne « variation de périmètre » sont rattachables à la filiale allemande.

7.12.2 Litige en cours

Au cours de l'exercice 2005/2006, une enquête a été diligentée par la DGCCRF concernant d'éventuelles pratiques anticoncurrentielles des principaux acteurs français du marché de la signalisation.

Lors des précédents arrêtés des comptes, notre connaissance de la procédure ne nous permettait pas d'évaluer avec une fiabilité suffisante le risque lié à cette enquête.

Le 21 novembre 2008, le rapporteur auprès du Conseil de la concurrence, a adressé à la société Lacroix Signalisation ainsi qu'à d'autres sociétés de la profession une notification de griefs relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur de la signalisation routière verticale.

Cette notification constitue un événement nouveau dans la procédure en cours. Toutefois, il ne permet toujours pas au Groupe de fonder une approche conduisant à estimer de manière fiable le niveau du risque de sanction encouru par Lacroix

Exercice clos le 30 Septembre 2008

Signalisation. En conséquence, conformément aux dispositions de la norme IAS 37, aucune provision n'a été constituée à ce titre dans les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2008.

7.13 Stock options

Des options d'achat d'actions ont été attribuées aux dirigeants et à certains salariés. Le prix d'exercice des options octroyées est égal à la moyenne des 20 derniers cours de bourse précédents la date d'octroi. Les options sont subordonnées à l'accomplissement de 4 années de services.

Les éléments ci-dessous ont été retraités afin de tenir compte de l'impact de la décision, prise au cours de l'AGE du 26 mars 2008, de diviser le nominal de l'action LACROIX SA par 3.

Le nombre d'options en circulation et leur prix d'exercice moyen pondéré sont détaillés ci-dessous :

	Exercice 2008		Exercice 2007	
	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options
Ouverture	20.92	87 078	15.33	97 014
Octroyés	22.73	12 000	20.70	39 750
Levées			7.83	(42 186)
Non activable (suite départ)	20.70	(9 750)	21.09	(7 500)
Clôture	21.19	89 328	20.92	87 078

Les dates d'expiration et les prix d'exercice des options sur actions en circulation à la clôture de l'exercice sont détaillés ci-après :

Date des plans		Conditions	
Attribution	Début option	Prix d'exercice	Nombre d'actions
nov.-2005	nov.-2009	21.12	18 078
sept.-2006	sept.-2010	21.09	29 250
déc.-2006	déc.-2010	20.70	30 000
févr.-2008	févr.-2012	22.73	12 000
			89 328

Les options d'achats d'actions sont évaluées à leur juste valeur constatée dans le compte de résultat, sur la ligne frais de personnel sur la période d'acquisition des droits d'exercice pour les salariés.

La juste valeur est déterminée en utilisant le modèle de valorisation Black & Scholes, sur la base d'hypothèses déterminées par un actuaire.

L'exercice des options ne pouvant intervenir qu'à l'issue de 4 ans de service, la charge de personnel correspondante est répartie sur 4 ans. Compte tenue des options attribuées en 2008, la charge s'élève à K€ 190.

7.14 Emprunts et dettes financières

7.14.1 Nature et échéance des emprunts et dettes financières

Les dettes financières peuvent être ventilées par échéance de la manière suivante :

	Exercice 2008	Exercice 2007	Echéancier 2008 (1)	
			< 1 an (Courant)	> 1 an (non Courant)
Emprunts et dettes auprès des Ets. de crédit	26 769	17 857	7 014	19 754
Emprunts issus de crédit bail	4 639	6 184	1 406	3 233
Dettes financières diverses (2)	7 604	3 679	4 895	2 710
Concours bancaires courants	12 399	9 338	12 399	
Total emprunts et dettes financières	51 411	37 058	25 714	25 697

(1) Part « non courant » des dettes financières : dont K€ 6.130 à plus de 5 ans

(2) Dont C/C Vinila investissement (actionnaire) pour K€ 1.233, contre K€ 797 en 2007

7.14.2 Variation des emprunts et dettes financières

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Variation périmètre	Autres	Clôture
Emprunts et dettes auprès Ets. de crédit (1)(2)	17 857	11 500	(5 843)	3 254		26 769
Emprunts issus de location-financement	6 184		(1 787)		242	4 639
Dettes financières diverses (3)	3 679	1 442	(1 298)		3 782	7 604
Concours bancaires courants	9 338	3 061				12 399
Total variation emprunts et dettes financières	37 058	16 003	(8 928)	3 254	4 024	51 411

(1) Les K€ 3.254 correspondent à un financement en cours de la filiale Allemande acquise sur l'exercice. Cet emprunt est en rapport avec le terrain et les bâtiments administratif et de production du site.

(2) Dans le cadre du financement de ses futurs investissements, y compris de croissance externe, le Groupe dispose d'une enveloppe de K€ 17 000. Ces fonds sont disponibles sur demande et remboursables sur 5 ans.

(3) Les K€ 3.782 comprennent une dette de factoring de la filiale allemande pour K€ 3.530. Le Groupe n'utilisant pas ce type de financement, le contrat a été arrêté, et la dette envers le factor a été remboursée sur octobre 2008.

7.14.3 Ventilation par taux

La décomposition de la dette entre taux fixe et taux variable est la suivante :

	Exercice 2008
Emprunts à taux fixe	11 027
Emprunts à taux variable	20 381
Total emprunts	31 408

7.14.4 Ventilation par principales devises

La ventilation des dettes entre euros et autres devises se présente comme suit :

	Exercice 2008
Emprunts libellés en euro	31 408
Emprunts libellés en devises étrangères	
Total emprunts	31 408

7.15 Passifs courants

Les autres passifs courants se composent des éléments suivants :

	Exercice 2008	Exercice 2007
Fournisseurs	36 089	34 486
Fournisseurs d'immobilisations	809	573
Avances et acomptes reçus sur commande	694	3 274
Dettes fiscales et sociales	20 738	21 457
Dettes diverses	1 944	583
Produits constatés d'avance	317	544
Total autres passifs à court terme	60 591	60 917

7.16 Activités destinées à être cédées

Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5, et dans la continuité de la note 6.3 « acquisitions et cessions de participations pot-clôture », il est présenté le détail des actifs et des passifs des activités destinées à être cédées :

Actif	
Actifs non courants	
Immobilisations Incorporelles	1
Immobilisations Corporelles	156
Actifs financiers non courants	26
Actifs d'Impôt différé	1
Total des actifs non courants	184
Actifs courants	
Stocks et en-cours	551
Créances clients	1 119
Autres créances	1 185
Trésorerie et équivalents	78
Total des actifs courants	2 933
Total des Actifs des activités destinées à être cédées	3 117

Passif	
Passifs non courants	
Provisions non courantes	
Dettes financières à long terme	
Passifs d'Impôt différé	
Total des Passifs non courants	
Passifs courants	
Dettes financières à court terme	
Dettes fournisseurs	604
Autres dettes	521
Total des Passifs courants	1 125
Total des Passifs des activités destinées à être cédées	1 125

7.17 Chiffre d'affaires

	Exercice 2008	Exercice 2007
France métropolitaine	184 642	180 235
Etranger	62 407	48 277
Total	247 050	228 512

7.18 Personnel

7.18.1 Charges liées au personnel

	Exercice 2008	Exercice 2007
Traitements et salaires	42 797	38 118
Charges sociales	16 686	14 872
Interessement et participation	3 356	4 311
Charges d'intérim	5 004	3 735
Charges de retraites	367	137
Paiements en actions	190	178
Total des Charges liées au personnel	68 400	61 350

7.18.2 Effectif moyen

L'effectif moyen employé se décompose comme suit :

(*)	Signalisation		Télégestion		Electronique		Ensemble Groupe	
	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2007
Cadres	129	122	63	60	178	132	370	314
Techniciens	118	92	39	35	281	236	438	363
Employés	166	152	22	22	92	51	280	225
Ouvriers	339	280	3	3	863	854	1 204	1 137
Total Effectifs salariés	751	646	127	119	1 414	1 273	2 292	2 038
Mise à disposition (1)	97	85		2	69	70	166	158
Total Effectifs opérationnels	849	731	127	121	1 483	1 343	2 458	2 196

(1) Equivalents Temps plein relatifs aux charges d'intérim

(*) Effectif des entités consolidées en intégration globale

L'impact de l'entrée de périmètre de la filiale allemande est une augmentation de l'effectif de 140 sur le pôle électronique.

7.19 Dotations aux amortissements et provisions nettes de reprises

Le montant des dotations aux amortissements et aux provisions, nettes de reprises, figurant en résultat opérationnel courant peut être détaillé de la manière suivante :

	Exercice 2008	Exercice 2007
Dotations et reprises nettes sur actifs non courants	(4 085)	(3 027)
Dotations et reprises nettes sur crédit bail	(1 326)	(1 381)
Dotations et reprises nettes sur stocks (1)	(688)	(996)
Dotations et reprises nettes sur autres actifs courants	(278)	29
Dotations et reprises nettes sur Risques et charges	(200)	266
Dotations et reprises nettes sur autres	44	(128)
Total dotations aux amortis. et aux provisions nettes	(6 533)	(5 237)

(1) Hors reprises relatives aux mises au rebut, imputées sur les achats consommés

7.20 Autres produits et charges opérationnels

	Exercice 2008	Exercice 2007
Cessions de bâtiments au sein de la Branche Signalisation	482	
Reprises de provisions Branche Electronique (1)	98	934
Litige brevet (2)	330	(21)
Cession de titres consolidés (3)	214	
Total	1 124	912

(1) Récupération d'une ancienne créance (client Brandt) sur 2007 et 2008.

(2) Affaire Sodirel (Note 7.12.1)

(3) Cession de la totalité de la participation dans la SCI POMO (Note 6.2.2)

7.21 Charges et produits financiers

Le résultat financier se décompose comme suit :

	Exercice 2008	Exercice 2007
Produits et charges financiers	(1 759)	(1 383)
Résultat de change	(10)	(645)
Dotations aux provisions nettes de reprises	(1)	103
Résultat sur cessions de VMP	480	200
Total Résultat financier par nature	(1 290)	(1 726)
Synthèse		
Total des produits	3 411	2 914
Total des charges	(4 701)	(4 640)
Total Résultat financier	(1 290)	(1 726)

7.22 Impôts sur les bénéfiques

7.22.1 Analyse de l'impôt sur les sociétés

L'impôt sur les sociétés s'analyse de la façon suivante :

	Exercice 2008	Exercice 2007
Impôt exigible	(5 562)	(6 749)
Impôts différés	(367)	227
Impôts sur les résultats	(5 928)	(6 523)

7.22.2 Preuve d'impôt

Rationalisation de l'impôt	Exercice 2008
Résultat net de l'ensemble consolidé	12 251
Neutralisation de la QP des résultats Stés ME	(52)
Neutralisation des dot. Sur Goodwill	
Résultat retraité des sociétés ME	12 199
Impôts sur les résultats (1)	5 928
<i>Résultat net avant impôt</i>	<i>18 127</i>
<Impôt théorique au taux en vigueur> (2)	6 042
Différence d'impôt (1) - (2)	(113)

Le rapprochement entre l'impôt sur les sociétés figurant au compte de résultat et l'impôt théorique qui serait supporté sur la base du taux en vigueur en France s'analyse comme suit :

Analyse de cette différence d'impôt		Charges	Produits
Effets des différences permanentes entre les résultats consolidés et résultats imposables		39	
Reports déficitaires utilisés au cours de l'exercice			
Pertes de filiales fiscalement déficitaires			
Taux d'impôt réduits ou majorés pour certaines catégories d'opérations	(1)	131	71
Taxation des résultats des sociétés étrangères à des taux différents	(2)	265	214
Crédit d'impôt recherche	(3)		263
Total		435	548
Différence nette		(113)	

- (1) Contribution exceptionnelle pour K€ 131, et K€ 21 de produits sur régime de défiscalisation d'investissements
- (2) Charges de K€ 265 sur Régime local d'exonération totale de résultat,
- (3) L'économie d'IS relative au CIR a été reclassée dans les charges par nature pour K€ 803 (Fonctionnement, personnel et Investissements).

7.22.3 Analyse de l'impôt différé

Le détail des impôts différés actif et passif est le suivant :

	Exercice 2008
Impôts différés Actifs	
Organic et Effort de construction	127
Participation des salariés	390
Indemnités de départ à la retraite	928
Marges sur stocks	115
Pertes reportables (1)	1 161
Autres (2)	1 407
<i>Compensation IDA/IDP (*)</i>	<i>(1 946)</i>
Total IDA	2 182
Impôts différés Passifs	
Provisions réglementées	1 541
Location-financement	1 690
Méthode Amortis. Actifs non courants	633
Autres (3)	957
<i>Compensation IDA/IDP (*)</i>	<i>(1 946)</i>
Total IDP	2 875

- (1) Selon les hypothèses retenues par le Groupe et l'actualisation des business plan, l'ensemble des pertes reportables des filiales a été activé, soit un IDA sur déficits de K€ 1.161
- (2) Dont K€ 254 sur cessions internes
- (3) Dont K€ 702 de justes valeurs sur actifs immobiliers
- (*) Cette rubrique permet, après analyse globale des IDA et IDP nets par nature, de tenir compte des positions individuels et de la présentation bilantielle du fait de l'existence de périmètres fiscaux (Note 5.5.14)

8 Autres informations

8.1 Degré d'exposition du groupe aux risques financiers

8.1.1 Risque de change

En dehors de la branche Electronique, le Groupe n'est pas exposé aux risques de change.

De manière générale, le recours aux instruments financiers intervient dans le strict cadre des besoins nécessaires à l'activité, à l'exclusion de toute optique spéculative.

En ce qui concerne la branche Electronique, il s'agit principalement d'opérations libellées en dollar US pour lesquelles la politique consiste à recourir à des couvertures partielles.

Au 30/09/2008, les dettes en devises non couvertes sont non significatives.

8.1.2 Risque de taux

La note 7.14 « Emprunts et dettes financières » permet de constater que sur K€ 31.408 de dettes, K€ 11.027 sont à taux fixe et K€ 20.381 à taux variable.

8.1.3 Risque de liquidité

Sur l'ensemble des financements mis en place, aucun n'est assorti de convenant.

Pour rappel, dans le cadre de ses futurs investissements, y compris de croissance externe, le Groupe dispose d'une enveloppe de crédits confirmée pour un montant de K€ 17 000.

8.1.4 Risque de crédit

Chacune des trois branches d'activité du Groupe dispose d'un contrat d'assurance crédit propre, lui permettant de se couvrir sur ses clients potentiellement à risque.

La typologie des clients par secteur d'activité est la suivante :

Branches	Typologie des principaux clients
Signalisation	Administrations et Entreprises significatives de Travaux publics
Télégestion	Organismes publics et Grands acteurs de la gestion de l'eau
Electronique	Sociétés françaises et étrangères à dimension internationale

8.2 Informations sectorielles

8.2.1 Compte de résultat consolidé

Les résultats par secteur d'activité, pour la période close au 30/09/2008, sont détaillés ci-dessous :

	Signalisation		Télégestion (1)		Electronique		Eliminations		Ensemble Groupe	
	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2007
Produits des activités ordinaires										
Ventes à des clients externes	111 951	104 753	22 447	25 190	115 955	106 171			250 353	236 114
Ventes entre secteurs	(98)	(66)	(194)	(1 773)	(3 012)	(5 763)			(3 304)	(7 602)
Total produits des activités ordinaires	111 853	104 687	22 253	23 417	112 943	100 408			247 049	228 512
Résultat opérationnel courant	10 142	13 485	4 587	5 432	3 688	1 491	(124)	(48)	18 293	20 360

Les autres éléments du compte de résultat ventilés par secteur sont :

	Signalisation		Télégestion		Electronique		Eliminations		Ensemble Groupe	
	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2007
Dotations nettes aux amortis et prov.										
Amortis. nets des actifs non courants	(2 046)	(1 632)	(320)	(301)	(3 036)	(2 506)	(1)	(2)	(5 403)	(4 441)
Dépréciat.nettes des actifs courants	(319)	(735)	(128)	182	(683)	(243)			(1 130)	(797)
Total	(2 365)	(2 367)	(448)	(120)	(3 719)	(2 749)	(1)	(2)	(6 533)	(5 237)

8.2.2 Bilan consolidé

Le tableau ci-dessous détaille les actifs et les passifs sectoriels, ainsi que les acquisitions d'actifs non courants de la période :

	Signalisation		Télégestion		Electronique		Eliminations		Ensemble Groupe	
	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2007
Actifs sectoriels										
Actifs non courants	23 970	19 671	5 515	5 722	37 891	22 519			67 376	47 912
Actifs courants	59 834	54 822	8 948	11 215	70 172	54 190	6 765	13 400	145 719	133 627
Autres actifs non affectés							2 885	2 312	2 885	2 312
Total des actifs sectoriels	83 804	74 493	14 463	16 937	108 063	76 709	9 650	15 712	215 980	183 851
Passifs sectoriels										
Passifs non courants	6 891	7 849	2 044	1 875	5 926	4 526	10 836	4 936	25 697	19 186
Passifs courants	19 474	17 189	1 851	4 248	57 414	49 104	8 691	8 250	87 430	78 791
Autres passifs non affectés	3 160	3 670	713	848	6 082	1 855	12	23	9 967	6 396
Total des passifs courants et non	29 525	28 708	4 608	6 971	69 422	55 485	19 539	13 209	123 094	104 373
Acquisitions actifs non courants	5 796	2 079	120	774	3 206	5 204			9 122	8 057

(1) y/c les acquisitions sur contrat de crédit bail

8.3 Engagements hors bilan

Les engagements donnés ou reçus par le groupe se ventilent de la manière suivante :

Catégorie d'engagement	Exercice 2008	Exercice 2007
Engagements donnés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9 283	8 866
Emprunts issus de crédit bail	4 639	6 184

(1) L'ensemble de ces dettes est garanti par des sûretés réelles

8.4 Évènements postérieurs à la clôture

Deux événements sont intervenus postérieurement à la clôture des comptes. Ceux-ci sont décrits :

- Note 7.12.2 au titre des litiges en cours
- Notes 6.3 et 7.16 au titre des cessions de participations

8.5 Parties liées

8.5.1 Transactions avec les entreprises liées

Les entreprises liées sont des sociétés associées dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable et pour lesquelles les transactions ne sont pas significatives.

Par ailleurs, la note 7.14.1 fait état de l'existence d'une dette (Compte courant) envers un des actionnaires.

8.5.2 Rémunération des dirigeants

Les rémunérations allouées, au titre de l'exercice, aux membres des organes de direction, d'administration et de surveillance à raison de leurs fonctions dans le Groupe, se répartissent de la manière suivante :

8.5.2.1 Membres du Directoire

	Exercice 2008
Avantage à court terme	448
Avantage postérieurs à l'emploi	103
Autres avantages à long terme (1)	345
Indemnités de fin de contrat de travail	
Paiement en actions.	
Total	896

(1) y/c Indemnité relative au mandat du président du directoire : Explications données dans la Note « Mandataires sociaux » du Rapport de gestion du Directoire.

8.5.2.2 Membres du Conseil de Surveillance

	Exercice 2008
Avantage à court terme	261
Avantage postérieurs à l'emploi	32
Autres avantages à long terme	
Indemnités de fin de contrat de travail	
Paiement en actions.	
Total	293

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DES
ACTIONNAIRES DU 18 MARS 2009**

RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réuni en Assemblée Générale Ordinaire, conformément aux dispositions légales et statutaires, afin de vous rendre compte de l'activité de la société au cours de l'exercice clos au 30 septembre 2008, et décider de l'affectation à donner aux résultats.

1 Groupe LACROIX

1.1 Résultats consolidés

Le chiffre d'affaires de l'exercice clos au 30 septembre 2008 s'est élevé à 247,1 M€, en progression de 8,2% par rapport à l'exercice précédent. Hors croissances externes, la progression s'affiche à + 5%.

A l'exception de la branche Télégestion, en retrait par rapport à 2007 (-5%), dû à la non récurrence d'un contrat exceptionnel réalisé en 2007 pour un montant de 3,5 M€, les branches Signalisation et Electronique affichent des hausses respectives de 7 % et 12,5 %.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 18,3 M€, à comparer aux 20,4 M€ réalisés au 30 septembre 2007 qui intégrait 1,8 M€ de résultat lié au contrat exceptionnel cité ci-dessus. Aussi, en neutralisant cet impact, le résultat opérationnel courant 2008 est comparable à celui affiché l'année précédente.

Comme prévu, la hausse du résultat de l'Electronique (+ 2,2 M€) et de la Télégestion (+ 1 M€ hors marché exceptionnel) vient compenser la baisse de la Signalisation (- 3,3 M€).

Le résultat opérationnel, d'un montant de 19,4 M€, prend en compte des plus values sur cessions d'actifs immobiliers pour un montant de 0,7 M€ et de reprise de provisions pour 0,43 M€.

Le résultat financier, négatif de 1,3 M€, est à comparer au résultat négatif de 1,7 M€ comptabilisé au 30 septembre 2007. Il absorbe 5,2% de l'E.B.E contre 6,8% l'exercice précédent.

Après déduction des charges d'impôt de 5,9 M€ (6,5 M€ en 2007) et la prise en compte de 0,6 M€ de résultat de sociétés mises en équivalence et d'intérêts minoritaires, le résultat net part du Groupe ressort à 11,7 M€ contre 12,9 M€ au 30 septembre 2007, soit une baisse de 9,3%.

1.2 Activité

Les trois branches du Groupe (Signalisation, Télégestion, Electronique) ont évolué de la manière suivante :

1.2.1 Branche Signalisation

Activité historique du Groupe, elle représente 45% du chiffre d'affaires consolidé. Son métier est de concevoir, fabriquer, commercialiser, installer et maintenir des produits de signalisation routière verticale statique (panneaux de police, directionnel, temporaire) et dynamique (panneaux à messages variables, feux de carrefours).

Son offre s'élargit dans des secteurs tels que la signalisation touristique, les bornes d'informations et certains équipements urbains (abris vélos, abribus...).

Acteur majeur en France où elle réalise plus de 90% de son activité, elle entend poursuivre son développement en s'appuyant sur :

1) Des compétences pointues, notamment en bureau d'études, marketing et industrialisation, de manière à proposer à notre clientèle publique ou privée, des produits innovants, en terme de sécurité, de fonctionnalité et d'esthétisme, avec le souci constant de la compétitivité et de la réactivité.

Cette exigence nous permet de réaliser plus de 25% de notre chiffre d'affaires avec des produits de moins de 5 ans. Ce taux étant amené à monter fortement dans les années à venir.

Exercice clos le 30 Septembre 2008

2) Une logistique et un outil industriel nous permettant de traiter dans les meilleures conditions de réactivité et de compétitivité 40 000 références pour plusieurs milliers de clients (collectivités, entreprises de Travaux Publics, Sociétés d'Autoroutes...).

3) Une présence commerciale forte : 38 commerciaux couvrent l'ensemble du territoire national à partir de 11 agences commerciales. Ce maillage du territoire nous permet d'être à la fois proche, réactif et reconnu par l'ensemble de notre clientèle.

4) Une offre complète de prestations de services valorisant notre expertise, soit en balisage de chantier pour les entreprises de Travaux Publics, soit en assurant la mise en conformité et l'entretien de la signalisation auprès des collectivités. Cette offre a été fédérée au sein d'une marque, KANGOUROU Signalisation, qui se déploie au sein de petites équipes qui accompagnent le développement de nos agences commerciales.

Dans ce domaine, la proximité et la réactivité sont des facteurs clé du succès.

Aussi, LACROIX dépasse la simple notion de fabricant de signalisation mais apparaît comme un véritable spécialiste dans son domaine d'activité.

5) Une présence à l'international, principalement en Espagne (10% du CA) où à partir des produits conçus en France, notre filiale les adapte aux spécificités de son marché, fort d'un outil industriel basé à Bilbao et d'une force commerciale couvrant l'ensemble du territoire.

Dans ce contexte, les éléments marquants de l'exercice ont été les suivants :

- Dans un marché structurellement stable en France, LACROIX a poursuivi sa croissance (+ 7% de CA, près de 20% en plus en volume). Forte de ses atouts, tels que décrits ci-dessus, elle a ainsi encore augmenté sa part de marché, notamment dans les Conseils Généraux, sécurisant ainsi son activité pour les prochaines années.
- Ces prises de part de marché se sont accompagnées d'une nouvelle hausse du chiffre d'affaires dans les services (+ 12%), avec des ouvertures de nouvelles agences telles que Montpellier, Lille ou Avignon.
- Le lancement de nouveaux produits s'est poursuivi avec, notamment, une gamme innovante de signalisation de police qui allie esthétique, fonctionnalité et compétitivité. Cependant, la mise au point plus longue que prévue du process industriel, a reporté ses effets positifs sur l'exercice prochain.
- Des investissements importants, principalement dans les outils de production, pour faire face à l'augmentation de l'activité (+ 35% en 2 ans) et à la mise au point de nouveaux process, notamment liés à la nouvelle gamme LX.

Aussi, le résultat comme prévu est logiquement en baisse, compte tenu, principalement, de l'effet conjugué de la politique de prises de part de marché et des coûts de lancement de la nouvelle gamme LX.

Malgré un contexte difficile, la montée en puissance de notre nouvelle gamme, les volumes assurés par les marchés acquis, ainsi que les perspectives qu'offrent l'international, que ce soit en signalisation statique ou dynamique, sont de nature à envisager l'exercice avec confiance. L'activité devrait confirmer sa capacité à dégager un free-cash flow largement positif.

Enfin, il convient de rappeler qu'au cours de l'exercice 2005/2006, une enquête a été diligentée par la DGCCRF concernant d'éventuelles pratiques anticoncurrentielles des principaux acteurs français du marché de la Signalisation. Lors des précédents arrêtés des comptes, notre connaissance de la procédure ne nous permettait pas d'évaluer avec une fiabilité suffisante le risque lié à cette enquête.

Le 21 novembre 2008, le rapporteur auprès du Conseil de la concurrence, a adressé à la société LACROIX SIGNALISATION ainsi qu'à d'autres sociétés de la profession une notification de griefs relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur de la signalisation routière verticale.

Cette notification constitue un événement nouveau dans la procédure en cours. Toutefois, il ne permet toujours pas au Groupe de fonder une approche conduisant à estimer de manière fiable le niveau du risque de sanction encouru par Lacroix Signalisation. En conséquence, aucune provision n'a été constituée à ce titre dans les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2008.

Les chiffres caractéristiques consolidés de la période sont les suivants (en contributif) :

En K€	N	N-1
Chiffre d'affaires	111 853	104 687
Résultat opérationnel courant	10 142	13 485
Investissements de l'exercice	5 796	2 079
Effectifs salariés	751	646

1.2.2 Branche Télégestion

Le métier de cette branche est de concevoir et commercialiser des systèmes qui captent, traitent et transmettent des informations permettant de contrôler et d'automatiser à distance des systèmes de gestion d'eau.

Avec une part de marché de plus de 70%, LACROIX SOFREL est devenu la référence incontournable sur le marché national, en croissance régulière de 3 à 4% par an.

Représentant près de 10% du chiffre d'affaires consolidé, cette branche contribue d'une manière récurrente et significative au résultat du Groupe.

En 2008, sa contribution s'est élevée à 25% du résultat opérationnel courant consolidé.

Outre une force commerciale étoffée, cette branche nécessite par nature des moyens importants en Bureau d'Etudes et en Recherche Développement dont les coûts représentent 15% de son chiffre d'affaires, intégralement passés en charges dans l'exercice.

La capacité de son Bureau d'Etudes à intégrer de nouvelles technologies ainsi que sa forte proximité auprès de sa clientèle sont les principales raisons de ce succès.

Cependant, l'axe de développement majeur de cette branche reste l'exportation où elle dispose de deux filiales de distribution : en Espagne et en Italie, ainsi qu'un réseau de distributeurs couvrant principalement l'Europe et les pays du Maghreb.

En croissance régulière depuis 4 ans, le chiffre d'affaires export s'élève aujourd'hui à 4,5 M€, soit 20% du chiffre d'affaires de la branche. Il y a 4 ans, ce chiffre n'atteignait que 12%.

Dans ce contexte, les faits marquants de l'exercice ont été les suivants :

- Une forte croissance en France avec un maintien des marges. A noter, le développement du génie climatique qui vient compléter son offre dans le domaine de l'eau et qui a réalisé un chiffre d'affaires de 1,8 M€ en 2008, en progression de 20% par rapport à l'exercice précédent.
- Une activité à l'export faiblement en baisse. Après retraitement du marché exceptionnel réalisé en 2007 en Italie pour un montant de 3,6 M€, cette branche affiche une progression de 8% par rapport à l'exercice précédent. Malgré des investissements importants pénalisant les filiales italiennes et espagnoles, le résultat opérationnel courant de la branche dépasse les 20%, soit un niveau équivalent à celui affiché en 2007 malgré une baisse du chiffre d'affaires de 5% (+12%, hors marché Italie, contrat non récurrent).

Dans un contexte incertain, notamment à l'export où l'investissement en Télégestion peut être conjoncturellement affecté par la crise, les perspectives de cette activité permettent d'envisager un compte de résultat comparable à celui affiché au 30 septembre 2008.

Les chiffres caractéristiques de cette branche sont les suivants (en contributif):

En K€	N	N-1
Chiffre d'affaires	22 253	23 417
Résultat opérationnel courant	4 587	5 432
Investissements de l'exercice	120	774
Effectifs salariés	127	121

1.2.3 Branche Electronique

Le métier de cette branche, qui réalise 46% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe, est de concevoir, industrialiser et produire des cartes électronique pour répondre aux besoins d'industriels, électroniciens ou non, qui souhaitent externaliser tout ou partie de cette fonction.

Spécialisée dans les petites et moyennes séries à valeur ajoutée, cette activité doit répondre à de nombreuses exigences tant en terme de réactivité, d'innovation, de qualité et de productivité qu'en terme industriel où les achats de composants représentent les 2/3 du coût des cartes électroniques produites.

Cette branche évolue dans un marché en croissance régulière nourrie par deux paramètres principaux :

- la part croissante de l'électronique dans plus en plus de produits,
- la complexité toujours plus forte de la fonction électronique, tant par le nombre des fonctionnalités demandées, que par sa miniaturisation et l'exigence de qualité.

Aussi, l'électronique devient de plus en plus une affaire de spécialistes, favorisant ainsi son externalisation.

Dans ce contexte, les faits majeurs de l'exercice ont été les suivants :

- Une croissance de l'activité, grâce notamment à la montée en puissance de son usine en Tunisie.
- Un renforcement de notre fonds de commerce avec la pénétration de secteurs tels que l'aéronautique et la défense.

Ces tendances vont s'amplifier grâce aux deux acquisitions réalisées au cours de l'exercice, à savoir :

- 1- Prehtronics, acteur allemand disposant d'un effectif de 130 personnes ayant réalisé en 2007 30 M€ de chiffre d'affaires et bien positionné auprès d'industriels, notamment dans la machine-outil (médical, textile) et la Défense. Cette opération permet au Groupe LACROIX de se positionner sur le marché porteur de l'électronique en Allemagne (l'externalisation de cette fonction est un phénomène récent et rapide) et permet à Prehtronics d'élargir son offre grâce notamment à son adossement à son usine low-cost en Pologne.
- 2- Le Bureau d'Etudes Tharsys à Toulouse, spécialisé dans l'aéronautique, réalisant 3 M€ de chiffre d'affaires avec 25 personnes. Cette structure vient renforcer et compléter notre offre dans la conception des cartes électroniques, condition essentielle de réussite dans ce métier.

Aussi, le développement de cette activité peut désormais s'appuyer sur :

- Ses 4 sites de production : France, Allemagne, Pologne et Tunisie ; chacune d'elle étant dédiée à une certaine typologie de cartes et de marchés.
- Une capacité d'études forte de 50 collaborateurs, ingénieurs pour la plupart, capables de répondre aux critères des charges les plus pointues.
- Une capacité d'achat renforcée par ces acquisitions.
- Une logistique optimisée grâce à l'installation en 2007 d'un E.R.P sur nos sites français, tunisien et polonais.
- Une clientèle diversifiée et solide (nos 5 premiers clients sont leaders mondiaux dans leur domaine) dans des secteurs tels que l'aéronautique, la recherche pétrolière, la domotique, etc.
- Une structure financière renforcée par une augmentation de capital de 15 M€ souscrite par LACROIX SA en faveur de sa filiale LACROIX ELECTRONIQUE.

Aussi, l'exercice 2008 peut être qualifié comme celui de la réalisation du socle du développement de cette activité au potentiel de croissance élevé.

Dans ce contexte et comme annoncé, cette branche a poursuivi sa croissance, sa marge brute affichant à périmètre constant une hausse de 10% (+ 5.5% en chiffre d'affaires) et un résultat opérationnel courant qui s'élève à 3,2 M€, soit plus du double de l'exercice précédent.

La crise actuelle impactera l'activité de la branche mais ne devrait pas remettre en cause sa capacité à dégager un résultat opérationnel positif.

Les chiffres caractéristiques de la branche sont les suivants :

En K€	N	N-1
Chiffre d'affaires	112 943	100 408
Résultat opérationnel courant	3 688	1 491
Investissements de l'exercice	3 206	5 204
Effectifs salariés	1 414	1 273

Les informations concernant le compte de résultat intègrent le dernier trimestre d'activité de Prehtronics, à contrario Tharsys acquise en fin d'exercice n'a aucun impact en résultat.

1.3 Activité Recherche et Développement

Les branches Signalisation et Télégestion sont les plus concernées par les activités Recherche et Développement dont le coût annuel comptabilisé en charge d'exploitation reste stable à environ 3 M€.

1.4 Situation Financière

Comme prévu, les croissances externes se sont réalisées en préservant les équilibres bilanciaux fondamentaux, le Gearing (dette nette/fonds propres) s'élevant à 0,43, à comparer à 0,28 l'exercice précédent. Cette évolution s'est réalisée tout en maintenant des investissements à un niveau élevé à plus de 9 M€.

Malgré un environnement difficile, les capacités de financement du Groupe lui permettent de conserver intacte sa capacité d'investissement. Il dispose, en plus des autorisations habituelles du crédit court terme, de 17 M€, crédits moyen terme confirmés. Il convient aussi de préciser qu'aucun prêt actuellement en cours ou conclu n'intègre de covenants.

1.5 Perspectives

Dans le contexte économique actuel, le positionnement du Groupe LACROIX sur 3 métiers différents représente un atout.

En effet, cette diversité couplée à des bons fondamentaux (moyens humains, industriels et financiers) devrait lui permettre d'envisager l'exercice en cours avec confiance et maintenir les investissements nécessaires pour assurer le bon développement de ses activités.

2 Lacroix SA

Société mère du Groupe, elle assure dans le cadre de la gestion de ses actifs, les fonctions de contrôle et de coordination de chacune des 3 activités : direction générale, finances, développement, consolidation et communication.

Les recettes, hors dividendes, sont issues de redevances perçues de ses filiales en contrepartie des services décrits ci-dessus.

En 2008, son chiffre d'affaires est resté stable à 1 211 K€.

Son résultat d'exploitation est positif à hauteur de 78 K€.

Le résultat financier, positif de 5 204 K€, tient compte de la perception de 5 190 K€ de dividendes. Au 30 septembre 2007, ces chiffres s'élevaient respectivement à 3 276 et 3 481 K€.

Après prise en compte de 100 K€ de charges d'impôt, le résultat net positif ressort à 5 216 K€ à comparer au 3 241 K€ affichés sur l'exercice précédent.

3 Affectation du résultat

Le directoire propose à l'Assemblée Générale d'affecter le résultat de l'exercice, soit un bénéfice de 5 216 274 euros, auquel il convient d'ajouter le report à nouveau antérieur de 646 551 euros, formant un montant distribuable de 5 862 825 euros, de la façon suivante :

- Distribution aux actionnaires d'un dividende de 0.60 euros par action, soit la somme de 2 259 936 euros,
- Affectation au poste « autres réserves » d'une somme de 3 000 000 euros
- Affectation du solde au poste « report à nouveau » ainsi porté à la somme de 602 889 euros, étant précisé que ce montant sera augmenté de la fraction des dividendes correspondant aux actions propres détenues par la société. Il résulte de cette affectation un montant de capitaux propres qui s'élèverait à la somme de 47 809 777 euros, (avant fraction des dividendes correspondant aux actions propres).

Nous vous proposons de mettre en paiement le dividende à compter du 15 avril 2009.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du CGI, nous vous indiquons :

- que l'intégralité des dividendes perçus par les personnes physiques est éligible à l'abattement de 40% prévu à l'article 158-3 2° du CGI .
Nous vous précisons également les éléments suivants :
- conformément aux dispositions de l'article 117 quater du NCGI, les personnes physiques fiscalement domiciliées en France qui perçoivent des revenus éligibles à l'abattement de 40% pourront opter pour leur assujettissement à un prélèvement forfaitaire libératoire ;
- conformément aux dispositions de l'article 136-7 du code de la Sécurité Sociale, les prélèvements sociaux sur dividendes versés aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, qu'ils soient au prélèvement forfaitaire libératoire ou imposable au barème progressif de l'impôt sur le revenu, seront désormais prélevés à la source ;
- que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Dividende net par action	Dividende global *
2004-2005	1 255 520	1,00	1 255 520
2005-2006	1 255 520	1,70	2 134 384
2006-2007	1 255 520	2,30	2 887 696

*Montant incluant les actions autodétenues

Nous vous précisons que le montant des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du CGI s'élève à 21 414 euros. Ce montant correspond à la part non déductible des loyers sur les véhicules de tourisme utilisés par la société. L'impôt supporté par la société à ce titre s'élève à 7 138 euros.

4 Eléments susceptibles d'avoir une influence en cas d'OPA

Pour satisfaire à l'obligation des articles L 233-13 et L 225-100-3 du Code de commerce, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

4.1 Structure du capital de la société

Au 30 septembre 2008, le capital de la société s'établit à 12 500 000 euros réparti en 3 766 560 titres.

	% du capital	% des droits de vote
Famille BEDOUIN	68,22%	80,06%
Autodétention (*)	3,56%	-
Public	28,22%	19,94%

(*) dont actions détenues au titre du contrat de liquidité

4.2 Participations significatives

La société SALVEPAR détient 5.02% du capital et 6.02% des droits de vote de la société. Conformément à l'article 8 des statuts, tout actionnaire venant à posséder au moins 2% du capital est tenu d'en informer la société sous 15 jours par lettre recommandée avec AR, cette obligation de déclaration concerne chaque fraction de 2% de détention du capital.

4.3 Droits de vote double

L'article 10 des statuts attribue un droit de vote double à toutes les actions entièrement libérées justifiant d'une inscription nominative depuis trois ans au moins.

4.4 Mécanisme de contrôle

A l'exception du droit de vote double attribué, il n'existe pas de titres comportant de prérogatives particulières.

Il n'existe pas non plus de mécanismes de contrôle prévus dans un système d'actionariat du personnel ni d'accords entre actionnaires dont la société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions.

4.5 Pouvoirs du Directoire en matière de rachat d'actions

L'Assemblée Générale délègue chaque année au directoire le pouvoir de procéder, conformément aux dispositions des articles L 225-209 et suivants du code de commerce, au règlement européen n°2273/2003 du 22 décembre 2003 et aux articles 241-1 à 241-7 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, à des achats d'actions de la société dans la limite de 10% du capital social.

4.6 Autodétention

Depuis le 28 juillet 2005, la société a confié la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de déontologie de l'AFEI approuvée par l'instruction de l'Autorité des Marchés Financiers du 22 mars 2005, à la société de bourse PORTZAMPARC.

Au 30 septembre 2008, la société auto-détenait 127 393 actions LACROIX SA et 6 613 actions au titre du contrat de liquidité, soit un total d'auto-détention de 134 006 actions représentant 3.56 % du capital.

4.7 Prises de participation

Conformément à l'article L 233-6 du code de commerce, nous vous informons des prises de participation, directes ou indirectes, par la société au cours de l'exercice écoulé :

- Acquisition de 100% des titres de PrehTronics (branche Electronique – Allemagne)
- Acquisition de 100% des titres de THARSYS (branche Electronique – Toulouse)
- Acquisition de 100% des titres de EMAILLERIE DES ALPES (branche Signalisation – Bévenais)

Les sociétés suivantes ont été absorbées par voie de fusion :

- SCI VINILA par LACROIX SIGNALISATION
- SCI DE LA CHALOTAIS par LACROIX SOFREL

4.8 Actionnariat salarié

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102 du code de commerce, nous vous précisons que la proportion du capital que représentent les actions détenues par les salariés au 30 septembre 2008 est égale à zéro.

5 Principaux facteurs de risques auxquels la société est confrontée

En application des dispositions de l'article L 225-100 al. 4 du code de commerce, nous vous indiquons les éléments suivants :

5.1 Risques stratégiques et opérationnels

La nature des risques stratégiques auxquels la société est exposée n'est pas susceptible d'hypothéquer gravement la pérennité des activités du Groupe.

Par ailleurs, l'importance des programmes d'investissements industriels permet à la société de disposer d'outils récents et sécurisés limitant les risques de défaillances majeures susceptibles de paralyser les activités de fabrication. Enfin, l'obsolescence rapide des produits pour lesquels la branche électronique fournit des composants fait peser sur le Groupe une sensibilité accrue.

5.2 Risques juridiques et comptables liés au financement de l'activité ou aux restructurations

Nous vous indiquons que, de par son organisation, le Groupe LACROIX est faiblement exposé aux risques de cette nature.

6 Evènements postérieurs à la clôture

Le 3 décembre 2008, la société LACROIX SIGNALISATION a acquis de la société EUROMARK HOLDING, filiale du Groupe EUROVIA, 49.93% du capital de la SOCIETE DES SIGNALISATIONS, située à Bordeaux, portant ainsi sa participation à 100% au sein de cette société ayant réalisée en 2007 un chiffre d'affaires de 11 M€.

Corrélativement, la SOCIETE DES SIGNALISATIONS a cédé les 99% de participation qu'elle détenait au sein de la société SECURITE TRAFIC à EUROMARK HOLDING. Cette opération n'impacte pas l'endettement du Groupe.

Aucun autre événement majeur postérieur à la clôture n'est à signaler tant pour la société que pour ses filiales.

7 Informations sociales

7.1 Effectifs inscrits au 30 septembre 2008

	Signalisation		Télégestion		Electronique		Holding		Ensemble Groupe	
	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2007
Cadres	126	119	63	60	178	132	3	3	370	314
Techniciens	118	92	39	35	281	236			438	363
Employés	166	152	22	22	92	51			280	225
Ouvriers	339	280	3	3	863	854			1 204	1 137
Total Effectifs salariés	748	643	127	119	1 414	1 273	3	3	2 292	2 038
Mise à disposition	97	85		2	69	70			166	158
Total Effectifs opérationnels	846	728	127	121	1 483	1 343	3	3	2 458	2 196

7.2 Ventilation de l'effectif

En France, l'effectif salarié consolidé de 1 200 personnes se répartit en 92,8% de contrats à durée indéterminée temps plein, 2,8% de contrats à durée déterminée et 4,4% de contrats à temps partiel. Cette ventilation caractérisant une très grande stabilité dans la structure des effectifs.

La société poursuit, en France, son effort pour la participation à la qualification et la formation de jeunes avec notamment 12 jeunes sous contrats de qualification et d'apprentissage en permanence durant l'exercice.

L'effectif salarié hors France, représentant 1 092 personnes, est en progression de près de 15% et représente actuellement 48% de l'ensemble du personnel.

7.3 Personnel externe

Compte tenu de la nature des activités du Groupe et de la saisonnalité, la société a recours, en France, à la sous-traitance, ainsi que du personnel extérieur.

Ainsi, au cours de l'exercice, l'emploi de personnel en intérim a représenté 253 300 heures soit un équivalent temps plein de 158 personnes, représentant 13% de l'effectif permanent.

Une des sociétés du Groupe adhère également à un Groupe d'Employeurs afin de pallier à la saisonnalité ainsi qu'au temps partagé.

7.4 Charges liées au personnel

	Exercice 2008	Exercice 2007
Traitements et salaires	42 797	38 118
Charges sociales	16 686	14 872
Intéressement et participation	3 356	4 311
Charges d'intérim	5 004	3 735
Charges de retraites	367	137
Paiements en actions	190	178
Charges liées au personnel	68 400	61 350

7.5 Relations professionnelles et accords collectifs

En France, les sociétés du Groupe sont représentées par six Comités d'Entreprises.

Au cours de l'exercice écoulé, 117 réunions de Comité d'Entreprise et de Délégués du Personnel se sont tenues.

Sur l'exercice 2008, 12 accords ou avenants ont été conclus relatifs à la mise en place d'une mutuelle de santé, des accords ou avenants d'intéressement et de participation, ainsi que des accords de Négociation Annuelle Obligatoire.

7.6 Comité d'hygiène et de sécurité

Le Groupe est doté de six CHSCT qui ont tenus 28 réunions plénières durant l'exercice.

Les actions marquantes menées par certaines filiales ont été les suivantes :

- Suivi de l'analyse des risques
- Evaluation des risques sur les postes de travail
- Mesure et contrôle des normes bruit, pollution et éclairage
- Intensification des protections individuelles
- Renforcement des actions de formation et d'information à destination du personnel itinérant ;
- Formations liées à la sécurité

7.7 Travailleurs handicapés

Le Groupe avait, pour l'exercice 2008, une obligation légale en terme d'emploi de travailleurs handicapés de 64 unités ; Cette obligation a été remplie à hauteur de 59% par l'emploi de salariés handicapés et par le recours à des CAT (Centres d'Aide par le Travail), et le solde par versement à l'AGEFIPH.

7.8 Formation et soutien aux écoles pour l'apprentissage

En France, il a été consacré plus de 18 800 heures à la formation, soit l'équivalent de deux jours de formation par salarié permanent, pour un budget de 569 000 euros.

Durant l'exercice, 68 établissements ont pu bénéficier de la taxe d'apprentissage pour un montant global de 190 000 euros.

7.9 Organisation du temps de travail

La majorité des filiales françaises du Groupe a organisé son temps de travail sur la base d'une annualisation de 1 607 heures, pour certaines par la conclusion d'accord de modulation.

Une société du Groupe a dû pour répondre à sa croissance, généraliser le recours au travail en 2X8.

8 Politique en matière d'environnement et de développement durable

La société détermine chaque année les différentes politiques applicables à chaque branche d'activité du Groupe permettant la mise en conformité au regard de la réglementation et de la protection de l'environnement.

8.1 Branche Signalisation

8.1.1 Activité de fabrication de panneaux et de mobiliers urbains

La société LACROIX SIGNALISATION, en charge de cette activité, a maintenu sa ligne de conduite en faveur de l'environnement et de la santé des salariés.

Un traitement de substitution pour le lavage/dégravage d'écrans de sérigraphie, visant à supprimer 100% des C.O.V. émis par ce process a été investi. Il ne met en oeuvre que des produits biodégradables et constitue un nouveau pas en faveur de la santé des personnels.

Un dispositif de Gestion Technique Centralisée (GTC) en vue de générer au moins 10 % d'économies sur les factures de gaz et d'électricité a été mis en service.

Un équipement de dégraissage au perchloréthylène a été définitivement stoppé.

Une étude est en cours pour optimiser le tri et la récupération des déchets recyclables.

Enfin, la société entame une démarche de certification ISO 14000 en vue de l'obtention de son agrément durant le premier semestre 2010.

8.1.2 Activité gestion de trafic

Dans le cadre de cette activité, la société LACROIX TRAFIC poursuit ses actions en faveur de l'environnement :

- diminution de la consommation d'électricité liée à la validation de ses produits par la mise en place d'un module logiciel optimisant les temps de test,
- engagement de la démarche afin d'obtenir la certification ISO14001,
- réduction des consommations d'énergie dans nos produits en généralisant les sources à Leds et en optimisant les rendements,
- Poursuite de la politique de tri sélectif,

8.2 Branche Télégestion

La société LACROIX SOFREL, dont l'activité consiste en la conception et la commercialisation des produits qui gèrent et automatisent à distance des systèmes de gestion d'eau et d'air pour l'industrie, n'est pas concernée par la politique environnementale.

8.3 Branche Electronique

La branche Electronique certifiée ISO14001 depuis 2004, poursuit ses efforts en œuvrant pour limiter l'impact de ses activités sur l'environnement.

L'année 2008 a permis en particulier de confirmer la mise en oeuvre de procédés de production conformes à la directive Européenne 2002/95/CE en augmentant la part de sa production assemblée sans plomb.

De plus, un effort important a été réalisé sur la maîtrise des risques avec la modification complète et mise aux normes de son système de protection incendie.

A partir de 2008, la prise en compte de la nouvelle réglementation Européenne REACH l'amène à mieux anticiper les risques liés à l'utilisation des produits chimiques pour les personnes comme pour l'environnement. Dans le cadre du déploiement de son plan industriel, la démarche LEAN Manufacturing engagée sur tous ses sites industriels converge avec sa politique environnementale en orientant ses actions vers la réduction de toutes formes de gaspillages (temps, énergie, matières, papiers,...) dans un esprit de simplicité et de pragmatisme.

9 Achat par la société de ses actions

9.1 Programme de rachat d'actions

Nous vous proposons de renouveler l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 26 mars 2008 au directoire de procéder à des achats en bourse des actions de la société, dans les conditions et limites définies par les articles L 225-209 et suivants du code de commerce et conformément à celles du règlement européen du 22 décembre 2003.

Les objectifs du programme de rachat sont identiques à l'exercice précédent :

- assurer l'animation du titre au travers d'un contrat de liquidité conforme à la chartre AFEI reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers,
- procéder à l'achat d'actions en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opération de croissance externe,
- assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions,
- assurer la couverture de plans d'achat d'options à des salariés et des mandataires du Groupe.

L'autorisation est donnée pour une durée maximum de 18 mois dans les conditions suivantes :

- le nombre maximal d'actions susceptibles d'être rachetées ne pourra excéder 242 000 titres.
- le prix d'achat maximal par action est fixé à 60 euros.
- le montant global affecté à ce programme est fixé à 14 520 000 euros.

Les actions seront rachetées par intervention sur le marché ou par voie d'acquisition de blocs de titres dans le cadre des dispositions légales et réglementaires applicables. Les acquisitions par blocs de titres pourraient atteindre l'intégralité du programme. Les acquisitions et cessions pourront intervenir en période d'offre publique, dans les limites de la réglementation boursière.

Le nombre d'actions détenues en exécution du programme ne pourra excéder 10% du capital social soit 376 656 actions.

9.2 Bilan du précédent programme de rachat d'actions

Au titre des programmes autorisés par les Assemblées Générales du 29 mars 2007 et du 26 mars 2008, s'appliquant sur l'exercice clos le 30 septembre 2008, la société a procédé à l'achat de 15 952 titres au prix moyen de 18.68 euros. Aucun titre n'a été cédé.

Par ailleurs, dans le cadre du contrat de liquidité détenu à 100% par LACROIX SA :

- 8 497 titres ont été acquis dont 3 883 au prix moyen de 71.11 euros et 4 614 titres au prix moyen de 22.51 euros
- 7 692 titres ont été cédés dont 3 322 au prix moyen de 78.56 euros et 4 370 titres au prix moyen de 23.06 euros

La distinction des cours s'expliquant par la division par trois du nominal du titre le 21 avril 2008.

A la clôture de l'exercice, les actions acquises dans le cadre du programme de rachat étaient affectées aux objectifs suivants :

- couverture de plans d'options d'achat d'actions à des salariés et des mandataires sociaux du Groupe LACROIX : 111 441 titres
- remise ultérieure à l'échange ou paiement dans le cadre d'opération de croissance externe : 15 952 titres
- animation du cours par un prestataire : 6 613 titres

Soit un total d'actions autodétenues de 134 006 représentant 3.56% du capital, ayant une valeur comptable brute de 2 938 K€ et une valeur de marché sur la base du cours au 30 septembre 2008 de 2 392 K€

10 Mandataires sociaux

10.1 Mandats des membres du directoire et du conseil de surveillance

Le directoire a examiné la situation des mandats des membres du directoire et du conseil de surveillance, et a constaté qu'aucun mandat n'arrive à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale.

10.2 Mandats des Commissaires aux comptes

Les mandats des sociétés EXCO ATLANTIQUE et ATLANTIQUE REVISION CONSEIL, commissaires aux comptes titulaires, et de Messieurs Philippe LHOMMEAU et Philippe GAY, commissaires aux comptes suppléants, arrivent à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale.

Nous vous proposons de renouveler pour une période de 6 exercices le mandat de commissaire aux comptes titulaire de la société ATLANTIQUE REVISION CONSEIL représentée par Monsieur Sébastien CAILLAUD et de nommer pour une période de 6 exercices en qualité de commissaire aux comptes suppléant Monsieur Jean-Paul CAQUINEAU, demeurant à La Roche sur Yon (85) 52 rue JY Cousteau.

Compte tenu du rapprochement intervenu entre la société EXCO ATLANTIQUE et le réseau Ernst & Young, nous vous proposons de nommer pour six exercices, la société Ernst & Young et Autres, 41, rue d'Ybry 92576 Neuilly sur Seine Cedex, représentée par Monsieur Philippe FOURQUET, en qualité de commissaire aux comptes titulaire, et la société AUDITEX, 11 Allée de l'arche - Faubourg de l'Arche 92400 Courbevoie, en qualité de commissaire aux comptes suppléant.

Les mandats des commissaires aux comptes arriveront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos au cours de l'année 2014.

10.3 Rémunération et avantages reçus par les mandataires sociaux

Conformément à l'article L 225-102-1 du code de commerce, nous vous communiquons le montant de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés, durant l'exercice clos le 30 septembre 2008, aux mandataires sociaux, par la société et les sociétés contrôlées au sens de l'article L 233-16 du code de commerce.

10.3.1 Directoire

Conformément aux recommandations de l'AFEP et du MEDEF d'octobre 2008, nous vous présentons les informations relatives aux rémunérations des dirigeants mandataires sociaux de la société :

Tableau 1

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social :

Informations données en euros

Yves KROTOFF	Exercice 2007	Exercice 2008
Président du directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	238 148	241 104
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		
Jacques GABOURY		
Membre du directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	114 304	131 323
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		
Pascal ROUCHET		
Membre du directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice		67 337
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		

Tableau 2**Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social**

Informations données en euros

Yves KROTOFF	Exercice 2007		Exercice 2008	
	dus	versés	dus	versés
Président du directoire				
Rémunération fixe	130 000	127 000	130 000	130 000
Rémunération variable	100 000	80 000	100 000	100 000
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature	8 148	8 148	11 104	11 104
Total	238 148	215 148	241 104	241 104
Jacques GABOURY				
Membre du directoire				
Rémunération fixe	86 023	86 023	101 433	100 388
Rémunération variable	25 000	20 000	25 000	25 000
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature	3 281	3 281	4 890	4 714
Total	114 304	109 304	131 323	130 102
Pascal ROUCHET				
Membre du directoire				
Rémunération fixe			55 897	55 897
Rémunération variable			10 000	
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature			1 440	1 440
Total			67 337	57 337

Tableau 3 : Jetons de présence

Les dirigeants mandataires sociaux n'ont pas perçu de jetons de présence au cours de l'exercice.

Tableau 4 : Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice

Il n'a pas été attribué d'options de souscription ou d'achat d'actions au cours de l'exercice aux dirigeants mandataires sociaux.

Tableau 5 : Options de souscription ou d'achat d'actions levées durant l'exercice

Il n'a pas été levé d'options de souscription ou d'achat au cours de l'exercice par les dirigeants mandataires sociaux.

Tableau 6 : Actions de performance attribuées et Tableau 7 : Actions de performance disponibles

La société n'a pas attribué d'actions de performance au cours de l'exercice écoulé, ainsi qu'au cours des exercices précédents.

Informations sur les rémunérations versées aux dirigeants mandataires en application de l'article L 225-102-1 du Code de commerce.

Informations données en euros

Nom	Mandat	Fonction	Rémunération Fixe	Rémunération variable	Avantages en nature	Retraite supplémentaire et autres avantages
Yves KROTOFF	Président du Directoire	Président	130 000	100 000	11 104	34 846
Jacques GABOURY	Membre du Directoire	Directeur activité Télégestion	100 388	25 000	4 714	15 816
Pascal ROUCHET*	Membre du Directoire	Directeur activité Signalisation	55 897		1 440	7 162
Total			286 285	125 000	17 258	57 824

* Membre nommé par le conseil de surveillance le 30 juin 2008

Nous vous précisons que la société a pris un engagement au bénéfice du Président du directoire. Il s'agit du versement d'une indemnité, en cas de non renouvellement ou de révocation d'Yves KROTOFF de son mandat de Président du directoire, correspondant à une fois et demie la rémunération brute totale perçue au cours des dix-huit derniers mois d'exercice du mandat.

10.3.2 Conseil de surveillance

Informations données en euros

Nom	Mandat	Fonction	Rémunération Fixe	Rémunération variable	Avantages en nature	Retraite supplémentaire et autres avantages	Jetons de présence
Jean-Paul BEDOUIN	Président du conseil de surveillance	Président	16 700		3 659	18 272	2 500
Nicolas BEDOUIN	Membre du conseil de surveillance	Responsable contrôle interne	48 009	5 000	1 897	978	2 500
Vincent BEDOUIN	Membre du conseil de surveillance	Directeur activité Electronique	94 278	30 000	3 402	16 053	2 500
Michel COMETS	Membre du conseil de surveillance	Membre ad hoc					2 500
Georges PRADEAUX	Membre du conseil de surveillance	Membre ad hoc					2 500
Pierre TIERS	Membre du conseil de surveillance	Membre ad hoc					2 500
Bruno HUG de LARAUZE	Membre du conseil de surveillance	Membre ad hoc					2 500
Total			158 987	35 000	8 958	35 303	20 000*

*Ce montant tient compte des jetons de présence versés à Monsieur Christian CUNAUD décédé au cours de l'exercice.

Nous vous précisons qu'aucun membre du conseil de surveillance n'est attributaire de stock-options

10.4 Liste des mandats et fonctions

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce, nous vous présentons en annexe la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux.

10.4.1 Directoire

Nom	Mandat	société
Yves KROTOFF	Administrateur Administrateur Président Président Président Gérant	SA VINILA INVESTISSEMENTS SA SOCIETE DES SIGNALISATIONS SAS LACROIX ELECTRONIQUE SAS LACROIX SOFREL SAS SIF DU COTEAU SCI LTI SUD EST
Pascal ROUCHET	Représentant permanent de LACROIX SIGNALISATION Personne morale administrateur Président Président Président Président Président Président Président Président Président Président Président Président Président	SOCIETE DES SIGNALISATIONS SAS LACROIX SIGNALISATION SAS LACROIX OCEAN INDIEN SAS LACROIX TRAFIC SAS SAAM SAS KANGOUROU IDF SAS KANGOUROU Nord Pas de Calais SAS KANGOUROU III SAS KANGOUROU PACA SAS KANGOUROU OUEST SAS KANGOUROU ATS SAS KANGOUROU RHONE ALPES SAS KANGOUROU SUD OUEST

	Président Administrateur unique Gérant	SAS KANGOUROU NORMANDIE NORTE INDUSTRIAL (Espagne) EMALLERIE DES ALPES
Jacques GABOURY	Directeur Général	SAS LACROIX SOFREL

10.4.2 Conseil de surveillance

Jean-Paul BEDOUIN	Président Directeur Général Gérant	SA VINILA INVESTISSEMENTS SCI EMERAUDE DEVELOPPEMENT
Michel COMETS	Administrateur Représentant permanent de SA SOCIETE DES SIGNALISATIONS Personne morale administrateur Gérant	SA SOCIETE DES SIGNALISATIONS SA GERTRUDE SCI COM
Georges PRADEAUX	Néant	
Vincent BEDOUIN	Directeur Général Président	LACROIX ELECTRONIQUE SAS THARSYS
Nicolas BEDOUIN	Administrateur	SA SOCIETE DES SIGNALISATIONS
Pierre TIERS	PDG Président Gérant Représentant permanent de IPO PLACINVEST Personne morale administrateur de Représentant permanent de IPO PLACINVEST Personne morale administrateur de Représentant permanent de IPO de EFSA Personne morale administrateur de Représentant permanent de IPO SNC SAINT PIERRE Personne morale membre du conseil de surveillance Représentant permanent de IPO Personne morale administrateur de Administrateur Administrateur	SA IPO SAS IPO INGENIERIE SCI VILLA CAMUS SA CIC FINANCE SA CIC CAPITAL DEVELOPPEMENT CM CIC SECURITIES SA BANQUE DE VIZILLE SAS PAYS DE LOIRE DEVELOPPEMENT association AFIC association NAPF
Bruno HUG DE LARAUZE	Gérant Président Gérant Gérant Président Président Gérant Président Gérant Gérant Membre comité de direction Président Directeur Général Membre du comité de direction Président Administrateur Membre du comité de direction Membre du comité de surveillance Actionnaire	SARL IDEA TRANSPORT SAS EDCM EURL DU BOIS CHEF EURL LINDBERGH SAS EUROTOURBES SAS FRAT PARTICIPATIONS SARL FRAT SERVICES SAS IDEA LOGISTIQUE SARL INVEXT SARL JRF HYDRAULIQUE SAS MPA SA MTTM LA FRATERNELLE SAS MVA SAS SILO PORTUAIRE SAS SNAT SAS Groupe BELEM SAS Groupe MUSTIERE SAS COTEAUX NANTAIS

Actionnaire	SAS PLEIN SUD
Actionnaire	SAS BPO
Président	CCI de Saint Nazaire
Administrateur	association MEDEF 44
Administrateur	association TLF
Membre	commission locale de l'eau préfecture de LA
Membre	ACFCI
Membre comité directeur	ACEL
Administrateur	association ATLANTIQUE INITIATIVES
Administrateur	ATLANPOLE
Trésorier	CRCI
Membre association	CARIF OREFF
Membre du conseil de surveillance	SAS CCI.fr
Administrateur établissement public	CODELA
Membre du bureau	association 3C44
Administrateur	association DDRN
Président	association FIRMNET
Membre de l'Assemblée	association OUEST ATLANTIQUE
Président	association OUEST LOGISTIQUE
Administrateur	SA SAMOA
Administrateur	société SIREN
Administrateur	association UMBL

11 Jetons de présence

Nous vous proposons de fixer à 20 000 euros le montant des jetons de présence alloués aux membres du conseil de surveillance.

12 Information relative aux opérations sur titre

Conformément à l'article L 621-18-2 du code monétaire et financier et au règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, nous vous communiquons un état récapitulatif des opérations réalisées par les dirigeants de LACROIX SA sur le titre de la société portées à notre connaissance :

Personne concernée	Nature de l'opération	Montant
Président du directoire	Cession	17 917

Nous vous invitons, après la lecture des rapports présentés par vos Commissaires aux comptes, à adopter les résolutions que nous soumettons à votre vote.

Le directoire

Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Nature des indications	2003 / 2004	2004 / 2005	2005 / 2006	2006 / 2007	2007 / 2008
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
- Capital social	10 000 000	12 500 000	12 500 000	12 500 000	12 500 000
- Nombre des actions ordinaires existantes	1 004 416	1 255 520	1 255 520	1 255 520	3 766 560
- Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote)					
- Nombre maximal d'actions futures à créer					
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE					
- Chiffre d'affaires hors taxes	898 337	1 083 305	1 123 407	1 217 704	1 211 498
- Résultats avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1 913 975	1 352 345	2 100 151	3 397 588	5 447 858
- Impôts sur les bénéficiaires	528 526	-896 141	-705 700	134 509	99 549
- Participation des salariés due au titre de l'exercice				5 000	10 000
- Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	8 168 297	1 952 261	-429 336	3 241 388	5 216 274
- Résultat distribué (1)	1 807 949	1 255 520	2 134 384	2 887 696	2 259 936
RESULTATS PAR ACTION					
- Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	1	2	2	3	1
- Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	8	2	0	3	1
- Dividende attribué à chaque action	2	1	2	2	1
PERSONNEL					
- Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	3	4	3	3	2
- Montant de la masse salariale de l'exercice	269 582	344 485	290 086	328 008	367 879
- Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, oeuvres sociales....)	224 064	263 466	246 982	238 088	202 120

(1) Projet d'affectation de résultat pour 2007/2008

**ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL
PAR LE PRESIDENT DU DIRECTOIRE**

LACROIX SA

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
Au capital de 12 500 000 euros
8 impasse du Bourrelier – 44800 Saint Herblain
855 802 815 RCS Nantes
Code ISIN : FR0000066607

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Attestation du responsable assumant la responsabilité du rapport financier
Etablie en application des articles 222-3 et 222-4 du Règlement Général de l'AMF

Monsieur Yves KROTOFF,
Président du Directoire,

atteste :

« A ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation.

Le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats, de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées. »

Yves KROTOFF

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

RAPPORT GENERAL SUR LES COMPTES SOCIAUX ET CONSOLIDES

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL
52, rue Jacques Yves Cousteau - Bât B
B.P. 743
85018 La Roche-sur-Yon Cedex

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Poitiers

ERNST & YOUNG Atlantique
46bis, rue des Hauts Pavés
B.P. 21001
44010 Nantes Cedex 01

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Rennes

LACROIX, S.A.

Exercice clos le 30 septembre 2008

Rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société LACROIX SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note 3.3.1 de l'annexe concernant un litige en cours relatif à une enquête diligentée par la DGCCRF dans la filiale LACROIX Signalisation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- la note 3.2.3 de l'annexe relative aux titres de participations présente les modalités de détermination de la valeur d'inventaire conduisant à la constitution éventuelle d'une provision pour dépréciation. Nous nous sommes assurés de la pertinence des approches mises en œuvre par la société sur la base des éléments disponibles à ce jour, ainsi que du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent. Il en est notamment ainsi de l'évaluation des titres de participation de la société LACROIX Signalisation au regard du litige existant et décrit dans la note 3.3.1 de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

La Roche-sur-Yon et Nantes, le 27 janvier 2009

Les Commissaires aux Comptes

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL

ERNST & YOUNG Atlantique

Anne HERMOUET

Jacques DELPECH

François MACE

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL

52, rue Jean Yves Cousteau - Bât B
B.P. 743
85018 La Roche-sur-Yon Cedex

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Poitiers

ERNST & YOUNG Atlantique

46bis, rue des Hauts Pavés
B.P. 21001
44010 Nantes Cedex 01

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Rennes

LACROIX, S.A.

Exercice clos le 30 septembre 2008

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société LACROIX SA relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note 7.12.2 de l'annexe concernant un litige en cours relatif à une enquête diligentée par la DGCCRF dans la branche signalisation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les notes 5.4.4 et 5.5.2 de l'annexe exposent que les écarts d'acquisitions et les immobilisations corporelles sont évalués lors de l'inventaire à leurs coûts diminués des éventuelles dépréciations représentatives des pertes de valeur. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et hypothèse de rendement et/ou de flux de trésorerie sur lesquelles se fondent ces estimations et leur traduction chiffrée.
- Les notes 5.5.6 et 5.5.7 de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation et à la dépréciation des stocks et des créances clients. Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivis par le Groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.
- dans le cadre de l'enquête en cours diligentée par la DGCCRF concernant des pratiques anticoncurrentielles des principaux acteurs du marché de la signalisation, la note 7.12.2 de l'annexe expose les motifs de l'absence de provision relative au risque de sanction encouru. Au regard des éléments disponibles à ce jour, nous avons apprécié la conformité de la position retenue aux normes comptables applicables.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

La Roche-sur-Yon et Nantes, le 27 janvier 2009

Les Commissaires aux Comptes

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL

ERNST & YOUNG Atlantique

Anne HERMOUET

Jacques DELPECH

François MACE